



Dimitra Bulletin

FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT



- ◎ **Radios rurales et communication participative**
- ◎ **TIC et Web 2.0: vers un meilleur accès à l'information**
- ◎ **Genre, droits de propriété et moyens d'existence**
- ◎ **Violences sexuelles liées au genre**

Sommaire

- 3 | Sud-Kivu : les radios solaires changent la vie des femmes rurales
- 5 | La communication participative : une approche pour un plaidoyer effectif
- 7 | WOUUNET: améliorer l'accès à l'information des femmes rurales
- 8 | Rencontre et visite d'échanges de Dimitra en Afrique de l'Est
- 10 | Web2forDev 2007
- 11 | Applications WEB 2.0 : des outils précieux pour le développement
- 13 | Genre, droits de propriété et moyens d'existence à l'ère du SIDA
- 15 | Renforcer l'accès des femmes à la terre : allier la recherche et l'action – Un projet de recherche en Afrique de l'Est et australe
- 16 | Les programmes Villages Modèles FXB
- 17 | La radio, vecteur d'information sur les droits reproductifs des femmes
- 18 | AMARC : première conférence arabo-africaine des radios communautaires en Afrique, Moyen Orient et Afrique du Nord
- 19 | Violence sexuelle et violence liée au genre : un cauchemar social qui force l'action
- 20 | Servir et protéger: la police renforce l'Unité de lutte contre les abus envers les femmes et les enfants au Ghana
- 21 | Ressources: sites web, événements et publications – brochures d'ateliers et CD-ROM Dimitra



Amies lectrices, amis lecteurs,

Six mois ont passé depuis le dernier bulletin Dimitra. Le moment est venu de vous apporter des nouvelles fraîches sur les activités du projet et des thématiques intéressantes pour tous.

Parmi les expériences qui sont partagées dans ce bulletin, nous souhaitons mettre en valeur le travail réalisé par Dimitra et ses partenaires en République démocratique du Congo dans le domaine des radios rurales et de la communication participative. Un projet de radio rurale et de clubs d'écoute est actuellement conduit dans la Province du Sud-Kivu, avec l'ONG SAMWAKI et la GTZ-Santé, et suscite beaucoup d'intérêt. Le partage des radios solaires entre les familles par le biais des femmes qui sont membres des clubs d'écoute, et l'élaboration de messages d'information avec les populations rurales, concrétisent le rôle des femmes et des hommes en tant qu'acteurs de leur propre développement.

Au Nigeria, WINET a utilisé, avec succès, la radio pour diffuser des informations sur les questions de droits liés à la santé reproductive. L'organisation a conçu un programme radio spécialisé et a appuyé la création de clubs d'écoute dans l'état d'Enugu. Le projet a permis à environ un million de femmes et d'hommes d'être sensibilisés aux droits relatifs à la santé reproductive des femmes, et d'en apprendre davantage sur la question.

Dimitra a également marqué son intérêt continu pour le travail de l'AMARC, l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires, en participant, en octobre 2007, à sa première conférence arabo-africaine tenue à Rabat.

Dimitra accorde une grande importance aux liens entre l'égalité hommes-femmes, les droits de propriété et les moyens d'existence des populations dans le contexte du VIH/SIDA. La FAO a récemment organisé une réunion de consultation sur la question et a réuni de nombreux praticiens. Ils ont débattu de stratégies et de politiques d'application permettant de faire en sorte que toutes les connaissances sur le sujet contribuent à une réelle amélioration des conditions de vie des femmes et des enfants. Un nouveau projet, mené par l'ILC (International Land Coalition) travaille sur les manières de mettre en lien la recherche et l'action pour garantir les droits des femmes en Afrique de l'Est et australe; le projet en est à ses débuts, mais il se veut une plate-forme de changement pour encourager

l'accès à la terre et son contrôle par les femmes rurales de la région.

Une manière durable d'aider les personnes vivant avec le VIH/SIDA a été appliquée avec succès dans plusieurs pays par FXB International, une organisation suisse. L'objectif des programmes « Villages Modèles » est de renforcer la capacité et d'améliorer les conditions de vie des individus et des enfants vulnérables qui sont touchés par le VIH/SIDA.

Dimitra poursuit son engagement dans l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) pour améliorer l'accès des populations rurales – femmes et hommes – à l'information nécessaire à leur développement socio-économique. WOUUNET, partenaire de Dimitra, œuvre en faveur d'un meilleur accès à l'information pour les femmes rurales en Ouganda, en particulier par le biais d'activités menées avec des groupements de femmes dans le district d'Apac. BROSDI, une autre organisation ougandaise, décrit la manière dont elle utilise les applications Web2.o tant au niveau de sa propre organisation que dans ses activités à l'adresse des populations rurales. Dans ses différents programmes, l'ONG a pour but de réduire la pauvreté des ménages par un meilleur partage de l'information, par la gestion des savoirs et par une utilisation efficace des NTIC. Le phénomène Web2.o, et son potentiel appliqué au développement, est également décrit.

Enfin, nous sommes très heureuses de vous faire parvenir le nouveau CD-ROM Dimitra, qui met à jour la version de 2004. Cette dernière avait eu beaucoup de succès, en particulier parmi celles et ceux qui n'ont pas facilement accès à l'Internet. Comme pour la version précédente, ce nouveau CD-ROM reproduit toutes les informations disponibles à ce jour sur le site Internet et la base de données Dimitra.

Nous espérons que vous apprécierez la lecture de ce bulletin et que le CD-ROM vous sera utile. Comme toujours nous attendons avec plaisir et intérêt vos commentaires et impressions!

Marcela Villarreal, Directrice
Division de la parité hommes-femmes, de l'équité
et de l'emploi en milieu rural (ESWD)
Département du développement économique et social
de la FAO

CONTACTEZ-NOUS

Eliane NAJROS, Coordinatrice du projet, ☎ +32 2 5490310
Maartje HOUBRECHTS, Chargée de projet, ☎ +32 2 5496168
Tiziana FRANCESHELLI, Assistante de projet, ☎ +32 2 5490285
Alexandra HOSTIER, Experte associée du projet, ☎ +39 06 570 53608
☎ +32 2 5490314 – e-mail: dimitra@dimitra.org – www.fao.org/dimitra

FAO Projet Dimitra, 21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

Graphisme: Atelier voor grafische & aanverwante toepassingen, Gand
Imprimeur: Parys Printing, Evergem-Gand



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Avec le soutien financier du Service
Public Fédéral des Affaires Etrangères,
Commerce Extérieur et Coopération au
Développement (DGED) Belgique et de
la Fondation Roi Baudouin.

Le contenu des articles ne correspond
pas nécessairement aux vues de la FAO.

Editeur responsable: Eliane Najros, FAO Projet Dimitra
21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

Sud-Kivu : les radios solaires changent la vie des femmes rurales

Du matériel de communication – comprenant des radios solaires, des enregistreurs et des récepteurs numériques – a récemment été fourni par la Fondation Roi Baudouin, via Dimitra, à des clubs d'écoute pour hommes et femmes, des réseaux de femmes rurales et des radios communautaires de la province du Sud-Kivu en RDC. Les radios solaires ont été données à la garde des femmes – du coup, le récepteur radio a cessé d'être une exclusivité des hommes dans les villages. Il anime désormais des soirées entières autour du feu, pénètre dans la cuisine et accompagne agriculteurs et agricultrices dans les champs.

L'utilisation des radios solaires

Le matériel consiste en 45 radios solaires, cinq enregistreurs et cinq récepteurs radios numériques. Destiné à neuf clubs d'écoute pilotes et quatre radios communautaires partenaires, il vise à promouvoir la communication pour le développement en milieu rural et à faciliter l'accès à l'information, car il permettra aux membres de communautés éloignées de partager des connaissances et des expériences, notamment sur les pratiques agricoles et la problématique du VIH/SIDA.

Les membres des clubs d'écoute et des réseaux de femmes rurales dans huit territoires ruraux de la province ont accueilli avec joie les radios solaires. Les femmes, qui sont responsables des radios, se réjouissent surtout d'être informées des activités des femmes d'autres localités, ce qui leur permet de s'outiller davantage pour mieux répondre à leurs principales préoccupations : assurer la survie au quotidien des leurs et promouvoir le développement de leurs communautés.

Environ deux mois après le démarrage de la distribution du matériel, SAMWAKI, l'organisation partenaire de Dimitra au Sud-Kivu qui assure cette distribution, est allé sur le terrain pour vérifier l'utilisation des outils et leur importance dans la promotion de la communication et du partage des connaissances et des expériences, en particulier entre les membres des clubs d'écoute et leurs organisations à la base. Le constat est que la mise à disposition de ces moyens de communication aux populations rurales, plus particulièrement aux femmes, constitue une véritable innovation dans le processus de verbalisation, de partage des connaissances et du développement. Il est certain que les équipements sont un grand succès dans les groupes !

Un appareil simple, économique et facile à utiliser

La radio solaire attire d'abord par sa forme, que bon nombre des bénéficiaires avaient d'abord confondu avec un thermos ! Son



Des radios solaires ont été remises à des organisations de base rurales dans lesquelles les femmes rurales ont un rôle visible. Les radios ont été attribuées aux femmes membres des clubs d'écoute et circulent à tour de rôle dans les familles.

nombre limité de boutons – qui compliquent souvent l'utilisation pour des analphabètes – explique son succès. Les séances de démonstration, aussi bien en groupe qu'en famille, ont été bien accueillies, même pour ceux qui n'avaient jamais de leur vie touché à un poste récepteur. Cependant le succès de la radio solaire s'explique surtout par sa technologie inattendue : son fonctionnement miraculeux ne faisant recours ni à des piles ni à l'électricité, mais à l'énergie solaire et à une manivelle mécanique !

Compte tenu de ces caractéristiques, adaptées au milieu d'utilisation et à la situation socio-économico-culturelle des utilisateurs, tout le monde veut en disposer dans les villages. « Chacune de nous doit avoir cette radio à la maison »

a déclaré Mme Xavérine, Présidente de l'Union des Mamans et Filles de Kalehe et du Club d'écoute Tuungane. Elle ajoute que « nous nous sommes déjà concertées pour organiser des cotisations dont le fruit sera remis à SAMWAKI pour nous acheter d'autres radios solaires ».

Le récepteur radio : un bien communautaire et familial

La remise des équipements à des organisations de base, dans lesquelles les femmes rurales exercent un mandat visible, va à l'encontre de la tendance qui tend à favoriser l'appropriation de tout aux hommes. Dans ce cas, les radios solaires ont été attribuées aux femmes membres des clubs d'écoute et circulent à tour de rôle dans les familles – hommes et femmes en profitent donc, sans aucune forme de privilège lié au sexe.

Ainsi, l'idée d'un poste récepteur radio appartenant à la famille ou à la communauté commence à gagner lentement du terrain, au détriment de celle considérant cet outil d'information et de communication comme propriété exclusive de l'homme et auquel les épouses et enfants n'avaient jusqu'alors que très peu ou pas du tout accès. Comme le confirme une jeune fille à Ikoma (Walungu) : « Nous écoutons rarement ce qui se passe sur la radio de papa. Quand il sort, il se promène toujours avec son appareil. Mais un soir ma mère a amené la radio de son club. Elle m'a chargée de continuer à faire tourner sa manivelle pour maintenir son énergie ». Elle explique en outre que sa mère est privée du poste récepteur appartenant à son mari du fait que celui-ci craint qu'elle ne l'abîme, et qu'il se plaint toujours que sa femme et les enfants n'ont pu lui procurer des piles pour recharger son récepteur.

Connaissances et partage d'expériences de développement

Mme M'Bisimwa est membre de l'axe de communication¹ de Mugogo. Avec les membres de son groupe, elle a suivi une émission diffusée par Radio Maendeleo sur l'élevage du cobaye (agouti). Elle en a tiré des leçons, et dans les deux semaines elle s'était organisée pour pratiquer cet élevage. Malgré la taille encore minime de son élevage, elle parvient déjà à alimenter ses enfants avec la chair de cobaye au moins une fois par semaine, ce qui est bénéfique pour leur santé.

Egalement grâce à une émission de radio, les membres du club d'écoute Ruhinduke de Mugogo ont été mis au courant d'une double initiative des femmes de Fizi, consistant en la création d'une caisse d'entraide pour femmes et la fabrication de tuiles ondulées par les fem-



Radio Bubusa à Mugogo (Walungu) a élaboré, avec la population locale, de nombreux messages d'information sur l'agriculture, le VIH/SIDA, la lutte contre les violences sexuelles, le statut des femmes, etc.

mes, qui sont ensuite installées sur les toitures de leurs cuisines sans le concours de leurs maris. La caisse d'entraide ne dépasse pas 100 \$US et est constituée de cotisations hebdomadaires de 0,2 \$US par chacune des 150 femmes membres. Les plus nécessiteuses bénéficient alors d'un crédit remboursable progressif et sans intérêt.

En discutant l'émission, les membres du club d'écoute de Mugogo ont mûri l'idée de leurs collègues de Fizi et ont décidé de créer une coopérative d'épargne et de crédit. Sur base de calculs prudents, ils ont arrêté que l'élevage de 20 lapins peut procurer au groupe un montant

équivalent à 1.500 \$US en 12 mois. Les cotisations pour l'achat des 20 premiers lapins sont déjà en cours. Les lapins seront répartis entre les 20 membres du club, 15 femmes et 5 hommes.

Romp le silence en famille face au VIH/SIDA

De nombreux témoignages recueillis auprès des membres de clubs d'écoute et des réseaux de femmes rurales indiquent que souvent, les hommes et les femmes participant à des activités de sensibilisation à la lutte contre le VIH/SIDA, se limitent à transmettre ou débattre l'information au sein de leurs groupes uniquement, et que la grande majorité hésite à aborder la question en famille, devant conjoint et enfants.

Lorsqu'un soir le tour lui revenait de « garder » la radio solaire, Mme Iranga, membre de l'axe de communication de Cihirano, en a profité pour lancer un échange autour du VIH/SIDA au sein de sa famille. Son mari, ses enfants et quelques voisins ont suivi une émission sur le VIH/SIDA, diffusée en mashi, la langue locale. Elle s'attendait à ce que tout le monde quitte sa case en réaction à ce sujet sensible, mais elle fut surprise d'observer que tout le monde prêtait une oreille attentive à l'émission, même son mari. Avant même qu'elle n'ait pris la parole après l'émission, l'un de ses voisins avait déjà donné le ton, suivi par l'ensemble du groupe présent, jeunes autant qu'adultes. A partir de ce jour, Iranga se sent plus libre d'aborder la question du VIH/SIDA au sein de sa famille et dans son voisinage. « Mes voisins attendent avec impatience les prochains tours où la radio, qui sillonne



L'idée d'un poste récepteur radio appartenant à la famille ou à la communauté commence à gagner lentement du terrain, au détriment de celle considérant cet outil d'information et de communication comme propriété exclusive de l'homme.

ne les 42 membres de mon groupe, reviendra chez moi pour suivre d'autres émissions, surtout les sketches. C'est devenu une obligation en effet et je me sens responsabilisée», dit-elle.

A Uvira, comme à Kalehe, les clubs d'écoute ont discuté de certaines pratiques traditionnelles qui favorisent la propagation du VIH/SIDA dans leurs milieux – le tatouage, la polygamie, la discrimination à l'égard des femmes et des filles, ... A l'aide d'illustrations, les animateurs du club d'écoute de Kalehe analysent la chaîne de transmission du VIH/SIDA et démontrent que si la population n'est pas sensibilisée, le malheur de toute une communauté peut être véhiculé en une minute par un individu, connu ou inconnu à cette communauté.

Équité dans la prise de parole et la répartition des tâches

«C'est la première fois de ma vie associative que je participe à un débat qui touche la conscience sur le genre, un sujet que je pensais toujours être en faveur des femmes et en défaveur des hommes!» observe un des membres du club d'écoute de Kalehe à l'issue d'un débat sur le rôle des hommes et des femmes dans le fonctionnement des ménages, tenu à l'occasion d'une session de formation

des membres du club d'écoute et des réseaux de femmes rurales de Kalehe par SAMWAKI en septembre 2007. A l'issue de cette formation, et compte tenu de l'ampleur des ambiguïtés et des malentendus formulés par les participants à la session sur le genre, un débat a été mené auquel hommes et femmes ont participé sans complaisance, chacune des parties tirant la couverture de son côté. Pour débloquer la situation, la facilitation a proposé de marquer sur un tableau les différentes activités des hommes et des femmes.

Une fois la grille des 24 heures complétée, les réponses fournies ont donné une nouvelle impulsion aux débats, pendant lesquels il a été reconnu que le bien-être de la famille ne peut être atteint sans la collaboration entre hommes et femmes, collaboration qui passe à travers une répartition équitable des tâches au sein du ménage.

Conclusion

Dans les zones rurales du Sud-Kivu, la radio solaire et à manivelle représente une solution au problème d'inaccessibilité des populations rurales, en particulier des femmes, à l'information et au partage d'idées et de pratiques. Les

membres des clubs d'écoute en ont désormais fait un outil de travail pour améliorer leurs connaissances dans des domaines variés de développement communautaire. La lutte contre le VIH/SIDA, l'éducation au genre, l'agriculture, l'élevage et la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, l'hygiène, l'habitat, les droits humains et les droits des femmes, entre autres, se trouvent au centre des débats au sein des clubs d'écoute et des organisations à la base. La quantité limitée de radios distribuée à ce stade ne permet pas à tous les bénéficiaires potentiels de disposer d'appareils individuels, mais l'écoute collective suivie de débats est une réponse partielle à cette situation, et l'on apprécie aussi l'itinérance des radios solaires à travers des ménages et des villages.

✳ Pour toute information supplémentaire,

contactez

SAMWAKI asbl

Adeline Nsimire, Coordinatrice

samwakiasbl@yahoo.fr

Tel: +243 81 4740077

1 Une structure regroupant deux ou plusieurs groupements féminins opérant dans une même entité pour échanger des informations et partager des expériences.

La communication participative : une approche pour un plaidoyer effectif

Compte rendu d'une mission de Dimitra dans les provinces du Sud-Kivu et du Katanga, République démocratique du Congo

Le dimanche 4 février 2008, la mission Dimitra est allée visiter le club d'écoute pilote Rhuyubake Eka («Construisons notre village»). Ce club d'écoute est situé à Bugobe, petit village blotti dans les collines du Sud-Kivu en territoire de Kabare. Une grande partie de la population villageoise – 79 femmes et 38 hommes – était présente pour expliquer le fonctionnement de ce club qui a reçu trois radios solaires et à manivelle de Dimitra et de la Fondation Roi Baudouin (voir article précédent). Comme ailleurs dans le Sud-Kivu, le partenaire de Dimitra en RDC, l'ONG SAMWAKI, y travaille en étroite collaboration avec la GTZ-Santé.

Chaque poste du Comité de gestion mis en place pour le club d'écoute est dédoublé et paritaire, et l'animateur ou l'animatrice – souvent une femme leader – est le porte-parole du club auprès de SAMWAKI et des radios communautaires. Les participants à la réunion ont fait part de leur satisfaction et du changement positif que l'arrivée des radios solaires a entraîné dans leurs foyers : les familles parlent davantage et les tabous, tel le VIH/SIDA, sont en train de tomber. De plus, tout le monde essaie de mettre en pra-

tique les acquis des formations au sein de la famille et les maris acceptent plus volontiers de s'occuper des enfants et de garder les chèvres.

La population développe elle-même son plaidoyer pour un message pertinent et approprié

A Bugobe, comme à Kalehe (Club d'écoute Tuungane), la GTZ-Santé et SAMWAKI ont beaucoup travaillé avec la population sur leur





Les femmes du club d'écoute Rhuyubake à Bugobe sont pleinement engagées dans leur nouveau rôle d'actrices du changement.

vision du VIH/SIDA. Ils ont analysé ensemble les comportements, attitudes et croyances des hommes et des femmes par rapport à cette maladie. C'est sur la base de ces discussions que tous les messages de prévention sont maintenant élaborés – on sait qu'ils ont un véritable sens pour la population car elle les a élaborés elle-même. SAMWAKI et la GTZ-Santé assurent ensuite que les messages et les informations fournis sont corrects et fiables.

Radio Bubusa (« La radio des femmes »), créée par SAMWAKI, est située à Mugogo en territoire de Walungu. Là encore, de nombreux messages sont élaborés, avec la population locale, sur l'agriculture, la lutte contre les violences sexuelles, le statut des femmes, le VIH/SIDA, etc. La GTZ-Santé va d'ailleurs accroître son aide à la Radio Bubusa pour que SAMWAKI puisse renforcer son soutien à la mise en place de nouveaux clubs d'écoute, et consolider les connaissances des populations rurales de manière participative. Les messages développés avec la population locale seront ensuite émis par Radio Bubusa et en différé par les autres radios communautaires du Sud-Kivu. SAM-

WAKI devra également examiner les possibilités de chercher des émetteurs plus puissants pour élargir la couverture des antennes des radios communautaires du terrain.

Comment encourager les futurs pères à se faire dépister : en les incitant à accompagner leur épouse aux consultations prénatales

A Kaziba et Kalehe, les radios Umojaa et Bubusa ont utilisé des messages qui incitent les maris à accompagner leur épouse aux consultations prénatales. En effet, lors de ces consultations le personnel de santé explique que le statut sérologique de la maman et du papa peuvent influencer la santé de l'enfant à naître. Il s'agit donc pour les parents de se faire dépister pour savoir si l'enfant est à risque et si tel est le cas, prendre les mesures qui s'imposent dès sa naissance pour le protéger. Pour défendre la santé du bébé à naître, il faut donc se faire dépister. Suite à ces messages, les futurs pères commencent à accompagner leur épouse aux consultations médicales, ce qui n'était pas dans leurs habitudes, et ils comprennent bien la nécessité de se faire dépister, pour eux-mêmes, pour leur épouse et pour le

futur enfant. Cette expérience, qui semble porter ses fruits, sera répliquée dans toutes les zones de santé couvertes par la GTZ-Santé dans le Sud-Kivu.

De nouvelles initiatives au Katanga

Des initiatives semblables de soutien aux clubs d'écoute par la distribution de radios solaires et à manivelle et d'appui aux radios communautaires, vont être mises en place dans la Province du Katanga avec les partenaires de Dimitra, le REFED-Katanga et la GTZ-Santé, ainsi que les ONG d'appui et les radios communautaires. Des visites de contact ont déjà eu lieu à Kasumbalesa et Kapolowe.

* Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :

SAMWAKI – Adeline Nsimire :
samwakiasbl@yahoo.fr

GTZ-Santé Sud-Kivu – Aster Bashige :
gtzsante_kivu@yahoo.com

REFED Katanga – Bernadette Kapend :
b_m_kapend@yahoo.fr

WOUGNET: améliorer l'accès à l'information des femmes rurales

Disposer d'un accès à des informations pertinentes et en temps opportun peut aboutir pour les femmes rurales à un meilleur développement économique et social. Mais l'information n'est réellement utile que si elle est présentée et transmise de manière adéquate. En fait, il manque encore aux femmes rurales le savoir-faire et la maîtrise des TIC pour pouvoir les exploiter pleinement dans leur quotidien. Le présent article nous éclaire sur les mesures prises par WOUGNET pour développer l'accès à l'information des femmes rurales en Ouganda, et relate quelques exemples d'expériences menées dans le district d'Apac, au nord du pays.

Le Réseau de femmes ougandaises, WOUGNET (*Women of Uganda Network*), est une ONG lancée en 2000 par plusieurs organisations féminines en Ouganda. Sa mission vise à encourager et à accompagner l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les femmes et les organisations de femmes ougandaises, afin qu'elles profitent pleinement du potentiel des TIC et, partant, prennent une part active à la résolution de problèmes nationaux et locaux relatifs au développement durable de leur pays. La vision de WOUGNET est celle d'une société dans laquelle les femmes recourent aux TIC pour promouvoir un développement durable. Actuellement, le réseau WOUGNET réunit plus de 90 organisations de femmes. WOUGNET est le partenaire régional de Dimitra pour l'Afrique de l'Est, et couvre l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, la Tanzanie et l'Ouganda.

Pour un meilleur accès à l'information agricole

En 2005, un projet intitulé "Pour un meilleur accès à l'information agricole grâce aux TIC dans le district d'Apac", dont l'acronyme est EAAI en anglais, a été lancé pour promouvoir et améliorer les systèmes d'information et de communication et, partant, faciliter l'accès des agricultrices à l'information agricole. Les résultats d'une recherche participative¹, conduite en 2003, ont démontré que le manque d'information est un facteur-clé restreignant l'accroissement de la productivité à Apac, l'un des districts les plus pauvres du pays. L'étude a révélé que les agricultrices des zones rurales manquaient d'information sur : l'amélioration de la qualité de leurs produits, les semences et les variétés améliorées, les sources d'approvisionnement en intrants/outils, les maladies et les insectes prédateurs, y compris les moyens de les combattre, la gestion des sols et leur conservation, et les techniques culturales améliorées. De ce fait, les agricultrices ont enregistré de faibles niveaux de production et, partant, de moindres recettes, avec comme conséquence un accroissement de la pauvreté.

Le projet EAAI est mené dans douze paroisses/villages des comtés de Maruzi et de Kole dans le district d'Apac. Il a été lancé avec le concours financier du CTA, le Centre technique de coopé-

ration agricole et rurale ACP-UE; les principaux bénéficiaires du projet sont 12 groupements de base composés essentiellement d'agricultrices, mais les hommes et les jeunes n'en sont pas, pour autant, exclus.

Situé dans la ville d'Apac, le centre d'information de Kubere (KIC) permet de faciliter l'accès aux ressources et à l'information, d'une part, et d'appuyer les projets et les contacts avec les agricultrices, d'autre part. Des contenus agricoles locaux ont été élaborés et diffusés par le biais de supports diversifiés : radio, messages SMS, bandes audio, cassettes vidéo, CD-ROM, et panneaux d'affichage. Les contenus sont disponibles en luò, la langue locale, et les échanges s'effectuent également en luò.

La formulation de l'information est déterminante

Le faible taux d'alphabétisation enregistré chez les femmes rurales détermine, dans une large mesure, la manière dont le projet conçoit et diffuse l'information et les services aux bénéficiaires. Pour les groupes concernés, les émissions radiophoniques et les réunions hebdomadaires avec des agronomes se sont révélées particulièrement salutaires. Plusieurs membres des groupes ont également reçu une formation quant à l'emploi de téléphones portables, et elles ont été initiées aux techniques de dynamique et de gestion de groupe. Certains des groupes de femmes ciblés ont également échangé directement sur leurs expériences.

Plus important encore, les agricultrices ont réalisé que si le rôle du KIC consistait à fournir l'information, il incombait à chaque groupe d'élaborer ses propres stratégies, sur la meilleure manière d'utiliser cette information. Les femmes ont pris conscience que personne n'allait leur distribuer de l'argent, ou d'autres intrants, et qu'il était préférable de mettre en place des mécanismes d'épargne collective pour réunir les fonds nécessaires au lancement de petits projets.

Impact réel

Aujourd'hui, chaque groupe de femmes dispose d'au moins un projet. Dans certains cas, des membres ont offert, comme point d'ancrage, de mettre leurs terres à disposition du



Plusieurs membres des groupes ont reçu une formation quant à l'emploi de téléphones portables, ce qui a considérablement amélioré la communication entre les membres du groupe et le monde extérieur.

Notre association au KIC a commencé en 2005. A l'époque, nous ignorions tout des bonnes pratiques agricoles, mais des contacts avec des agronomes ont été organisés pour nous apprendre les méthodes culturales améliorées. Ils nous ont beaucoup appris sur d'autres méthodes : la culture du tournesol, du haricot, du sésame, etc. La technique utilisant une ficelle pour planter en rang, de manière régulière, nous a beaucoup aidés et nous savons dorénavant comment planter le tournesol par exemple, bien aligné sur le rang. C'est en groupe que nous cultivons la terre, mais nous avons aussi appris beaucoup à titre individuel. L'occasion est parfois donnée à un membre du groupe de participer à un atelier de formation, après quoi elle nous forme à son tour. Cette approche a eu pour effet de stimuler le groupe, et la production agricole familiale. L'association au KIC a également facilité l'accès aux marchés, dans la mesure où il est effectivement plus facile de négocier en groupe. Le KIC nous a fourni des outils TIC : radio et téléphones. Nous pouvons dorénavant communiquer avec d'autres personnes, et aussi obtenir des conseils agricoles. Nous utilisons la radio pour écouter ensemble les émissions hebdomadaires sur l'agriculture. Il arrive que l'une d'entre nous participe à une émission, et nous nous retrouvons alors, autour de la radio, à l'écouter."

Mary Olot,
Trésorière du St. Luke Women's Group

“ Sous la conduite du KIC, nous avons monté un projet apicole, qui nous a aidées à ne pas être exclusivement tributaires de l'agriculture. Les programmes radio nous ont beaucoup appris sur l'apiculture. Quand nous vendons le miel, les recettes sont pour nous toutes. Cependant, nous n'avons pas beaucoup de débouchés pour nos produits, et nous manquons encore de moyens efficaces pour récolter le miel. Nous avons démarré avec des ruches traditionnelles mais, grâce au KIC, nous avons pu acquérir des ruches modernes et nous pensons qu'il sera dorénavant possible d'augmenter tant la production que les bénéfices.”

Une agricultrice, membre du St. Luke Women's Group

groupe. Dans d'autres, les groupes ont apporté un financement pour pouvoir louer des parcelles sur lesquelles ils ont planté les cultures de leur choix. Les groupes qui, avant le lancement du projet, avaient déjà pris certaines initiatives, ont acquis de meilleures techniques ou de nouvelles idées : dans un groupe, il s'est agi d'un projet d'élevage porcin et, dans un autre, d'un projet moderne d'apiculture. De plus, tous les groupes ont cultivé du soja distribué par le Bureau agricole du district d'Apac.

Stratégies communes

Pour assurer la diffusion aux agricultrices d'informations pertinentes et en temps opportun, le projet EAAI a mis en place une série de stratégies communes. WOUGNET fait équipe avec la radio communautaire d'Apac, Radio Apac, pour assurer la diffusion d'informations formulées, transcrites et formatées en émissions radiophoniques hebdomadaires. De plus, WOUGNET s'est engagé dans des partenariats avec des relais d'informations agricoles : Agency for Sustainable Development Initiatives (ASDI)² et Volunteer Efforts for Development Concerns (VEDCO) – deux ONG établies à Apac, RANET du Uganda Metrological Department³, et le service

agronomique du district d'Apac. Un système de questions-réponses a également été mis en place, en collaboration avec la National Agriculture Research Organisation (NARO), l'organisation nationale de recherche agronomique, qui coordonne le service de questions-réponses du CTA au niveau local, et avec le projet ARENET, le réseau pour la recherche et la vulgarisation agricole de la FAO/NARO qui s'efforce, par le biais d'Internet, de combler le fossé entre chercheurs, agents de vulgarisation et agriculteurs.

e-Gouvernance

Le KIC participe également à un programme, dit de société électronique, qui vise à encourager la collaboration entre pouvoirs locaux et société civile dans le District d'Apac, grâce aux TIC. Le soutien financier et technique de Hivos et IICD permet aux pouvoirs locaux, du district et de la subdivision du comté, ainsi qu'aux organisations de la société civile actives au niveau du district et des communautés, d'être impliqués dans le programme. Par ce programme, IICD et Hivos se lancent dans l'exploration et l'opérationnalité d'une meilleure gouvernance et de services plus efficaces grâce aux TIC⁴, avec le concours du gouvernement local et des partenaires de la société civile.

“ Au départ, je ne savais pas comment bien travailler le sol, planter des semences ou m'occuper des cultures. Mais grâce aux débats radiophoniques de KIC, j'ai appris énormément sur les pratiques agricoles. J'ai fait de réels progrès et j'obtiens dorénavant de bons rendements. Sans la radio, je n'aurais pas eu accès à cette information. En tant qu'agricultrice, je ne puis qu'encourager les agriculteurs à écouter les programmes radio car sans ceux-ci, je n'aurais jamais appris tout ce que je sais aujourd'hui.”

Lilly Opwonya, Membre du St. Luke Women's Group



Conclusion

Même s'il reste encore beaucoup à faire pour améliorer l'accès à l'information des femmes rurales, WOUGNET poursuit son engagement en faveur d'un accès et d'une utilisation plus faciles des TIC en faveur du développement, tant pour les femmes rurales que celles vivant en milieu urbain, dans le but de valoriser leur statut et leur vécu.

* Pour plus d'informations:

WOUGNET

Dorothy Okello

Plot 53 Kira Road

P.O. Box 4411

Kampala, Ouganda

Tél: +256-41-4532035 - Fax: +256-41-4530474

E-mail: info@wougnet.org – www.wougnet.org

1 "Participatory Research on Information and Communication Technologies for Poverty Reduction in Apac, Northern Uganda," le rapport de WOUGNET relatif à la recherche participative sur les TIC, appliquées à la réduction de la pauvreté à Apac, a été présenté au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) en décembre 2003.

2 ASDI, www.wougnet.org/Profiles/asdiug.html

3 Office météorologique ougandais, www.meteo-uganda.net

4 Apac e-Society Programme (Programme sur la société électronique d'Apac) : www.iicd.org/articles/esociety-uganda

Rencontre et visite d'échanges de Dimitra en Afrique de l'Est

Prenant en compte l'importance du rôle des réseaux et partenariats dans l'application stratégique des technologies de l'information et de la communication (TIC), WOUGNET et Dimitra ont organisé en février 2008, en Ouganda, une session de travail de cinq jours pour faire le point sur les activités Dimitra en Afrique de l'Est. Il s'agissait également d'explorer différentes pistes d'actions stratégiques, susceptibles de promouvoir la prise en compte et la valorisation du statut socio-économique des femmes rurales par le biais des TIC.

Dimitra couvre cinq pays d'Afrique de l'Est: Ouganda, Kenya, Tanzanie, Somalie et Ethiopie. Pour assurer la coordination de ses activités dans la région, le projet a conclu un partenariat avec le Réseau des femmes de l'Ouganda, WOUGNET, qui à son tour travaille avec des points focaux en Ethiopie, au Kenya, en Somalie et en Tanzanie. Pour renforcer les liens entre ces différents partenaires du projet Dimitra, WOUGNET a invité les représentants des points focaux à un échange de cinq jours organisé en février 2008 en Ouganda.

Martha Nemera de Women Support Association (WSA), association de soutien aux femmes en Ethiopie; Noah Lusaka du Arid Lands Information Network (ALIN), réseau d'information des zones arides du Kenya; Habiba Jimale de Kalsan, Voluntary Organisation for Women, organisation bénévole pour les femmes en Somalie; et Amandus Chitopela du Dodoma Environmental Network (DONET), réseau Dodoma pour l'environnement de Tanzanie, ont donc participé à l'Assemblée générale annuelle (AGA) de WOUGNET, co-financée par Hivos; l'assemblée a été

suivie d'une rencontre entre partenaires Dimitra et d'une visite sur le terrain dans les districts de Lira et d'Apac, au nord du pays.

Les objectifs consistaient à aider les partenaires de Dimitra en Afrique de l'Est à mieux se connaître, à assurer leur mise en réseau et à tisser des liens plus étroits entre eux et avec les réseaux et organisations de femmes rurales de leurs pays. Ensemble, les partenaires ont également exploré des pistes pour aider les femmes rurales à déployer, à l'aide de TIC,

des contenus pertinents, adaptés à leur environnement.

Les activités menées par WOUNNET en 2007 et ses projets futurs ont été présentés lors de l'AGA, ainsi que diverses communications dont, « Avoir droit au chapitre : le nouveau paysage des ONG en Ouganda » présentée par le Forum national des ONG en Ouganda et « La mise en réseau en Ouganda : avantages, avancées et enjeux ». Il a également été question de l'utilisation stratégique des TIC et, lors d'une séance particulièrement animée et intense de « speed-geek » (inspirée du concept occidental de « speed-dating » : méthode de rencontres amoureuses rapides et en série), les participants ont relaté comment leur organisation utilisait les TIC. Au cours de cette séance d'une heure, neuf intervenants, disposant d'à peine cinq minutes chacun, ont pu débattre avec neuf groupes différents, composés de trois ou quatre personnes. Cette approche, à la fois ludique et efficace, a permis d'en savoir plus sur les différentes organisations et leurs initiatives en matière de TIC.

L'AGA a été suivie par une réunion « Dimitra Afrique de l'Est » avec les partenaires Dimitra de la région, la représentante de Dimitra Bruxelles et quelques organisations ougandaises ayant manifesté leur intérêt d'y participer. Cette rencontre a débuté par une présentation et une discussion sur le projet Dimitra et sur l'importance de l'information, de la communication et de la mise en réseau dans la promotion du plaidoyer et du développement. Ensuite, WOUNNET et chacun des points focaux ont rendu compte de leurs réalisations au sein de Dimitra, ainsi que des enjeux rencontrés. Plusieurs recommandations ont été avancées pour une meilleure coopération; elles seront examinées par l'équipe de Dimitra, afin d'améliorer la collaboration future. Les principaux défis, de même que les recommandations, concernaient l'immensité de la tâche consistant à couvrir une vaste région, avec des moyens limités. Les participants ont néanmoins estimé que la rencontre avait été utile et leur avait permis de mieux comprendre le projet Dimitra dans son ensemble, et comment envisager une meilleure intégration du projet dans leurs activités respectives.

A l'issue des réunions à Kampala, les partenaires de Dimitra pour l'Afrique de l'Est et la représentante de Dimitra Bruxelles se sont rendus dans les districts d'Apac et de Lira pour une visite sur le terrain.

Dans le district d'Apac, le groupe a rencontré deux des douze groupes de femmes appuyés par le centre d'information de Kubere de WOUNNET (KIC, cf. article précédent): l'Orib Can Women's Group de la paroisse d'Atana, comté de Maruzi et le St Luke's Women's Group de la paroisse d'Adyeda, comté de Kole. En dépit de leur nom, ces groupes de femmes comptent également des hommes parmi leurs membres actifs et ils participent, eux aussi, aux réunions.



Dans le district d'Apac, la délégation Dimitra a rencontré deux groupements de femmes, qui ont parlé de leurs activités et projets mis en route depuis leur association avec le centre d'information de Kubere (KIC) de WOUNNET.

Les représentants des groupes de femmes ont parlé de leurs activités et des projets mis en route depuis leur association au KIC : apiculture, élevage de volaille, culture de soja, de manioc, de maïs...

Grâce à l'appui accordé par le Centre Technique agricole et rural pour la coopération ACP de l'UE (CTA) à WOUNNET/KIC, les deux groupes de femmes ont également reçu de KIC des téléphones portables (et une formation quant à leur emploi), ce qui a considérablement amélioré la communication entre les membres du groupe, ainsi qu'avec le monde extérieur. Les membres ont reconnu la pertinence de l'information agricole diffusée lors des émissions radiophoniques hebdomadaires de KIC. Ils écoutent les émissions, soit en direct, soit en différé, à l'aide de bandes enregistrées et d'une radio-lecteur de cassettes mise à leur disposition par KIC. Ils écoutent et discutent en groupe de l'information, des idées et des messages diffusés. Ils s'en inspirent de manière utile et constructive : de nouveaux outils et de nouvelles méthodes ont ainsi été mis au banc d'essai.

A leur tour, les visiteurs ont rendu compte d'expériences dans leur pays, concernant l'amélioration des outils agricoles et des pratiques culturelles, l'apiculture, les groupes de femmes, l'utilisation des TIC, l'accès à la terre, etc. Il y a eu, de part et d'autre, des échanges et la rencontre a donc été particulièrement enrichissante pour tous.

A Lira, la délégation a rendu visite à une équipe de l'ONG allemande Arbeiter-Samariter-Bund (ASB), l'union des travailleurs samaritains, chargée, dans le district de Lira, de conduire un projet pilote de la FAO d'écoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes (JFFLS en sigle). Ces écoles visent à former, douze mois durant, des orphelins et des enfants vulnérables âgés de 12 à 17 ans, grâce à la combinaison de diverses pratiques agricoles, tant tradi-

tionnelles que modernes (cf. Bulletin Dimitra n°13 pour plus d'information sur les JFFLS, ou contacter jffls@fao.org). Les discussions avec le coordinateur et les facilitateurs du projet, portant sur leurs réalisations et les enjeux rencontrés, ont été très fructueuses. Le projet fait actuellement l'objet d'une révision.

En guise de conclusion, on retiendra les propos de Noah du Kenya : « Cette semaine passée ensemble a été une expérience très instructive et enrichissante. J'ai l'espoir que tout sera mis en œuvre rapidement, dans nos pays respectifs, pour faire avancer la collaboration avec Dimitra. La rencontre avec les responsables ASB, qui nous ont relaté l'expérience pilote des JFFLS, m'a aussi beaucoup appris. Sans oublier la rencontre avec les deux groupes de femmes : j'ai été profondément touché par leur hospitalité et la franchise avec laquelle les questions de développement ont été débattues. C'est donc un excellent point de départ et bravo à WOUNNET qui tend la main aux nécessiteux. ... Je me félicite déjà de travailler en collaboration étroite avec le réseau, sur des questions de plaidoyer liées au genre. »

* **Coordonnées des partenaires de Dimitra en Afrique de l'Est :
WOUNNET:**

www.wougnnet.org – info@wougnnet.org

ALIN, Arid Lands Information Network:

www.alin.or.ke – info@alin.or.ke

DONET, Dodoma Environmental Network:

donet95@yahoo.com

WSA, Women Support Association:

wosuorg@ethionet.et

Kalsan, Voluntary Organisation for Women:

kalsanorg@yahoo.com

Web2forDev 2007

Du 25 au 27 septembre 2007, la FAO a organisé à Rome une conférence consacrée à l'exploration des voies par lesquelles les acteurs du développement international pourraient tirer parti des méthodes, approches et applications qu'offre le Web 2.0 dans le domaine des réseaux, de la collaboration et de l'échange de connaissances.

Cette conférence était la première qui traitait de la manière dont les acteurs du développement – et en particulier ceux du Sud – pourraient avoir accès à de nouveaux outils et à leur utilisation. L'objectif visé par cette conférence était de mieux faire comprendre combien ces outils peuvent améliorer la manière de communiquer entre individus et institutions et l'application des connaissances à des problèmes de développement, spécialement dans le domaine de l'agriculture, du développement rural et de la gestion des ressources naturelles.

Qu'est-ce que le Web 2.0?

Des dizaines d'outils Web interactifs gratuits, ou à faible coût, voient le jour continuellement. Ils peuvent améliorer notre façon de créer et de publier des informations, ainsi que notre manière de collaborer et de partager des ressources par le biais de l'Internet. Cette nouvelle dimension de services en ligne, où les individus collaborent et partagent des informations

et où le consommateur devient le producteur, est dénommée Web 2.0.

Avec les outils Web 2.0, il est facile, soit directement, soit par le biais d'organismes de soutien, d'exprimer des idées, d'échanger des expériences et d'identifier des besoins dont les communautés rurales du monde entier pourraient bénéficier. Ainsi naîtront de nouvelles opportunités et de nouveaux défis pour améliorer la collaboration.

Les mots clés du Web 2.0 sont : **responsabilisation des utilisateurs, collaboration et réseautage social.**

Exemples d'outils Web 2.0

Exemples d'outils Web 2.0 : Podcasts, (Vidéo) Blogs, Wikis, messagerie instantanée, fils RSS, signets sociaux et sites Web, balises, et bien plus encore... (voir Glossaire ci-contre)

* Pour plus d'information, veuillez consulter : www.web2fordev.net/

Glossaire de quelques outils Web 2.0

Version abrégée de « Weblog », le terme **blog** (ou **blogue**), fait référence à un site Internet où sont publiées en continu des chroniques d'information. C'est un site personnel (type journal de bord) régulièrement mis à jour, qui propose des commentaires et des liens vers d'autres articles ou sites Web. Le blog peut aller du personnel au politique et traiter d'un thème spécifique ou de sujets aussi divers que variés.

Podcast : un fichier audio ou vidéo téléchargé et diffusé sur Internet, pour être vu ou entendu ultérieurement sur un support numérique portable ou un ordinateur de bureau.

Le **Social bookmarking** (ou **marque-pages**) est un service Web qui permet à l'internaute de partager ses liens et sites favoris. Les sites de marque-pages sont également un moyen très populaire de conserver, classer, partager et rechercher des liens.

Le **logiciel social** (social software) est un logiciel ou service Web qui permet à ses utilisateurs de communiquer et de collaborer, tout en se servant de cette application. L'e-mail, le blog et la messagerie instantanée sont ainsi des exemples de logiciels sociaux.

Un **tag** est un mot-clé (pertinent) ou un terme descriptif (étiquette) associé à un élément d'information (image, photo, article, site Web ou clip vidéo). Généralement, un élément d'information peut être associé à plusieurs tags. Les tags sont choisis de manière informelle et personnelle par l'auteur/créateur ou le consommateur de cet élément d'information.

Un **wiki** est un site Web communautaire qui permet à ses visiteurs d'ajouter, de supprimer et de modifier en permanence son contenu. Il permet également de relier plusieurs pages entre elles, une facilité d'interaction et de fonctionnement qui fait du wiki un outil efficace de création collaborative de masse.

* Source : www.web2fordev.net/glossary_of_web.html



MobileActive.org – Une ressource pour les activistes sociaux du monde entier utilisant la technologie mobile

MobileActive est un réseau mondial de personnes (y compris leurs outils, projets et ressources) axé sur l'utilisation de téléphones mobiles dans la société civile. Ce site, de type Web 2.0, fournit des outils, des informations et un répertoire de projets liés à l'utilisation de la technologie mobile au service des objectifs des ONG. MobileActive :

- promeut l'accès aux connaissances, idées et expériences relatives à l'utilisation de la technologie mobile;
- réduit les coûts d'apprentissage pour les organisations de la société civile;

- accélère l'emploi de tactiques efficaces dans les campagnes;
- fournit une plate-forme complète sur les données concernant les projets mobiles, et l'utilisation de cette technique partout dans le monde.

Selon MobileActive: « Les téléphones mobiles prolifèrent à des rythmes ahurissants, au-delà des frontières socioéconomiques et culturelles, révolutionnant notre façon de nous organiser et de faire des affaires. Avec près de 3 milliards de téléphones mobiles prévus à la fin

de 2007, ils se retrouvent aux quatre coins du monde. Ils sont utilisés pour communiquer et pour accéder à l'information et aux services, et en fournir. Pour les ONG et les organisations de la société civile, ces tendances sont très prometteuses. Il sera désormais possible d'interpeller les citoyens sur des questions primordiales, grâce à ces dispositifs, toujours branchés et toujours disponibles. »

* www.mobileactive.org

Applications WEB 2.0 : des outils précieux pour le développement

BROSDI, Busoga Rural Open Source and Development Initiative (Initiative de Busoga pour le développement et les logiciels libres en milieu rural), est une ONG qui encourage les communautés rurales, et en particulier les agriculteurs, les jeunes et les orphelins, à l'échange réussi de savoirs. L'objectif, qui consiste à réduire la pauvreté des ménages, passe par l'échange d'informations, la gestion des connaissances et l'utilisation des TIC, organisés de manière durable autour de programmes jeunesse, éducation et agriculture. BROSDI mène des activités dans 17 districts de l'Ouganda, et travaille en collaboration étroite avec le gouvernement, le secteur privé et la société civile.

◎ BROSDI et le Web 2.0

Fortement engagée dans les TIC, BROSDI s'est lancée dans l'utilisation d'outils Web 2.0, qu'elle utilise pour sa propre administration et pour l'obtention, la reformulation et la diffusion d'information, ainsi que son stockage.

◎ Les échanges au sein de l'organisation

BROSDI possède deux sièges (à 2h30 de route l'un de l'autre) : un bureau administratif à Kampala et un bureau d'exploitation à Mayuge. L'ONG conduisant des activités couvrant le pays tout entier, il arrive souvent que les 7 agents techniques soient tous au même moment sur le terrain. Pourtant, la collaboration et la communication en continu sont indispensables à la bonne marche des programmes. C'est pourquoi BROSDI opte pour la conférence en ligne (Web-conferencing) lors des réunions mensuelles et des séances de partage d'information, à l'aide de Yahoo ou Skype. L'ONG utilise aussi un wiki (broso-di-uganda.wiki.zoho.com) pour rendre compte de l'avancement des activités et un Dgroup (groupe de discussion électronique) interne pour communiquer et échanger des informations relatives aux programmes. Grâce à ces outils, le personnel de l'ONG reste informé de ce qui se passe dans les différents programmes reliés entre eux.

◎ Le recours aux blogs et autres modes d'information en ligne

BROSDI utilise également les outils Web 2.0 pour acquérir des contenus, les reformuler et les diffuser. Les sources d'information peuvent être en ligne (Internet) ou non – forums de discussion, émissions de radio Worldspace par satellite, foires aux connaissances, matériels glanés lors d'ateliers de travail et de séances de formation, écrits divers, documents de recherche, articles, etc. Toutes ces informations sont reformulées et diffusées en utilisant des blogs. Actuellement, BROSDI compte trois blogs : le **blog CELAC** (Collecting and Exchange of Local Agricultural Content), visant la collecte et l'échange d'informations sur l'agriculture locale, et où paraissent des articles sur les différents modes d'exploitation agricole (celac.wordpress.com); un **blog santé**, qui consiste en une plate-forme permettant aux jeunes d'échanger des connaissances sur les questions relatives au VIH/SIDA et sur les droits concernant la santé reproductive (yohaap.wordpress.com); et un **blog pour enfants**, lequel cherche à rehausser, par l'échange, la confiance et l'estime de soi des enfants orphelins (childrenclub.wordpress.com). Plus récemment, un nouveau blog a été lancé (successtories.wordpress.com), sur lequel

l'ONG rendra compte des succès qu'elle remporte. Cette initiative est née des multiples questions recueillies par l'ONG à chaque fois qu'elle relatait une histoire. Les lecteurs de ce blog pourront adresser des commentaires et poser des questions – ainsi les réponses en ligne seront également utiles à d'autres.

Au Centre de Développement de Mayuge de BROSDI, de nombreux membres du réseau CELAC (composé d'agriculteurs et d'agricultrices) ont appris à surfer pour trouver des informations agricoles. Ainsi, par exemple, Mulopi a réussi à dénicher un marché pour écouler ses choux qu'il vendait habituellement à très bas prix du fait qu'il passait par des intermédiaires. Dorénavant, il peut vendre directement au marché principal. Il a, par conséquent, doublé la superficie qu'il cultivait et encouragé deux amis à planter, eux aussi, des choux.

◎ SMS – service de messages texte

BROSDI diffuse également de l'information par SMS, ou service de messages texte. Chaque lundi, un SMS agricole est envoyé aux agriculteurs et placé sur le site d'information agricole (www.celac.or.ug), à l'aide d'un outil webphone. La même information est diffusée via le journal en ligne de BROSDI, et elle est aussi imprimée dans le bulletin mensuel adressé aux membres du réseau agricole CELAC.

◎ Radio et CD audio

Par le passé, BROSDI diffusait des informations à l'intention des agriculteurs par la radio nationale; l'ONG prenait même en charge le déplacement, à Kampala, d'agriculteurs venus rendre compte de leurs expériences. Cependant, suite à une évaluation, il est apparu que les agriculteurs ciblés écoutaient davantage les ondes FM que la radio nationale. Pour les atteindre, l'ONG aurait dû financer des diffusions mensuelles dans 17 districts, ce qui était beaucoup trop coûteux.

Par conséquent, l'organisation a décidé d'acheter des radios avec lecteur CD pour les agriculteurs (une radio par district). Les 17 réseaux d'agriculteurs CELAC reçoivent régulièrement



L'information agricole, obtenue par le biais du Réseau d'Agriculteurs CELAC, a permis à certains de ses membres de trouver un marché direct pour écouler leurs choux, qu'ils vendaient habituellement à très bas prix par des intermédiaires. Ceci a encouragé certains agriculteurs à augmenter leur production de choux.

des CD audio, en langue luganda, contenant de la documentation sur cinq sujets relatifs à l'élevage ou à l'agriculture. Les agriculteurs écoutent les CD, discutent des différents sujets lors de leurs rencontres mensuelles, et essaient de mettre en pratique les connaissances acquises. C'est ainsi que, suite aux informations recueillies sur un de ces CD, l'ASGN (Awareness Sharing Group Network), un réseau de sensibilisation composé de familles d'agriculteurs dirigées par de jeunes gens chefs de ménage à Fort Portal Town (Ouganda occidental), a décidé de cultiver des patates douces à chair orange. BROSDI est également intervenue pour faciliter la formation des membres de l'ASGN par une agricultrice du district de Luwero (plantation, récolte et opérations d'après-récolte de cette culture). Les jeunes gens ont planté quelque 4 acres (1,6 ha) de patate douce et les recettes produites par la récolte seront utilisées pour assurer leur éducation, nourrir les membres de leur famille, et acheter de nouvelles boutures de patate douce.

☉ Téléconférences

Etant donné le vaste champ d'action de BROSDI, participer en personne aux rencontres mensuelles du réseau d'agriculteurs CELAC coûte très cher. Aussi le personnel de l'ONG a opté pour une participation par téléconférence, grâce au téléphone mobile Nokia 1100 (choisi pour ses capacités sonores exceptionnelles). C'est à l'issue de ces téléconférences que les membres du réseau d'agriculteurs CELAC du district de Masaka sont parvenus à construire un réfrigérateur alimenté en charbon de bois local. Ayant reçu par SMS des informations sur la procédure à suivre pour le construire, les agriculteurs avaient encore quelques questions. Ils ont pu les poser lors de la rencontre mensuelle par téléconférence. Plusieurs agriculteurs ont

déjà construit des frigos dans lesquels ils conservent l'eau potable et le produit de leur ferme, en particulier les légumes destinés à la table familiale. Un agriculteur, auteur anonyme sur le blog CELAC, a expliqué qu'il avait suivi les instructions pour se construire son propre réfrigérateur.

☉ Consultation de ressources en information hors ligne

BROSDI a recueilli une multitude d'informations, dont beaucoup en format PDF et autres formats électroniques. Actuellement, ces dossiers sont stockés sur un compte interne en ligne, non accessible au grand public sans mot de passe. Le fait d'octroyer un mot de passe peut toutefois entraîner de véritables défis, et BROSDI recherche actuellement d'autres solutions pour rendre ces dossiers accessibles sur son site web. Ces dossiers sont également stockés sur l'ordinateur du bureau de Mayuge et peuvent être consultés sur place. La consultation est essentiellement destinée aux étudiants de l'école secondaire avoisinante et de l'université de Busoga, au personnel de l'hôpital Buluba, aux agents du district de Mayuge et à la communauté en général.

Le Web 2.0 s'accompagne de défis...

L'utilisation adéquate des outils Web 2.0 passe par l'accès à Internet. Toutefois l'adoption des TIC en Ouganda est gravement entravée, en particulier en milieu rural. Les gros investissements nécessaires, et le faible retour sur investissement dans ce domaine, ne font rien pour encourager le secteur privé à se rallier à la cause. Ceux qui offrent des services Web 2.0 exigent des frais exorbitants dont ni les ONG, ni les communautés rurales ne peuvent s'acquitter à long terme. De plus, les services offerts sont discontinus et même parfois hors antenne. Tant les investisseurs que les destinataires du service sont, par conséquent, mécontents. L'achat du matériel est également coûteux, ainsi que son entretien. C'est la raison pour laquelle bon nombre d'ONG préfèrent conduire leurs activités sans recourir à ces outils.

Le haut niveau d'analphabétisme des populations pose également problème; selon un recensement de 2002, 40% des Ougandais vivant en milieu rural étaient illettrés (s'agissant de lire et d'écrire en anglais).

Par ailleurs, les populations rurales considèrent trop souvent que les innovations techniques



Un réfrigérateur alimenté en charbon de bois construit lors d'un atelier de formation des formateurs pour des représentants du Réseau d'Agriculteurs CELAC. D'autres agriculteurs ont également appris à construire un réfrigérateur semblable par le biais d'informations reçues par SMS.

sont l'apanage des seuls individus instruits et ayant eu un parcours d'éducation formelle. Elles rechignent ainsi à les approcher, alors même qu'un modeste bagage de connaissances, en langue locale par exemple, peut suffire à utiliser certains de ces nouveaux outils.

... mais aussi d'avantages

En dépit des défis, BROSDI considère que les outils Web 2.0 sont effectivement efficaces, et servent à encourager la collaboration et à permettre la mise en réseau de personnes situées dans des lieux différents, dont les zones rurales. L'accès limité à Internet par les communautés rurales est en réalité compensé par leur engagement à un deuxième échelon et, partant, elles aussi profitent de ces instruments. Il a ainsi été démontré qu'en combinant l'utilisation de l'ordinateur et du téléphone, les habitants des zones rurales peuvent avoir accès à l'information et la partager de manière productive.

Il est important de noter que parmi les efforts réalisés pour atteindre la base, aucun outil ne peut fonctionner de manière indépendante. Bon nombre d'instruments doivent être intégrés et utilisés de manière créative pour être réellement utiles. Et c'est précisément la voie choisie par BROSDI.

* Pour davantage d'information, veuillez contacter :

BROSDI

Ednah Karamagi, Directrice générale
Plot 22, Bukoto Street
Kampala, Ouganda
+256 772 506227
brostdi@infocom.co.ug
www.brostdi.or.ug



Le blog santé YOHAAP de BROSDI qui consiste en une plate-forme permettant aux jeunes d'échanger des connaissances sur les questions relatives au VIH/SIDA et sur les droits concernant la santé reproductive.

Genre, droits de propriété et moyens d'existence à l'ère du SIDA

En novembre 2007, la FAO a réuni plus de 50 experts issus d'agences des Nations unies, d'ONG et d'instituts de recherche afin d'examiner des questions relatives au genre, aux droits de propriété et aux moyens d'existence à l'ère du SIDA. Les participants ont débattu des questions clés et défini un certain nombre de recommandations et de domaines d'intervention prioritaires.

Droits de propriété : un problème permanent pour les femmes et les enfants

Les droits à la terre, au cheptel et aux autres ressources agraires sont essentiels pour assurer l'existence des hommes, femmes et enfants vivant en milieu rural. Lorsque ces droits sont précaires, ils perpétuent les inégalités entre hommes et femmes, la précarité des moyens d'existence et la pauvreté. Par conséquent, des droits de propriété sûrs sont indispensables à toute action pour remédier aux inégalités hommes-femmes, à la pauvreté, à la vulnérabilité et au développement durable en général.

La pandémie de VIH/SIDA a encore affaibli davantage les droits fonciers et patrimoniaux des femmes et des enfants, en raison de la stigmatisation dont font l'objet les individus touchés par la maladie. Les personnes stigmatisées sont, de fait, plus enclines à être maltraitées, et sont moins à mesure de défendre leurs droits. Beaucoup de femmes séropositives, dépouillées de leurs biens et expulsées de leurs foyers ruraux, meurent avant d'avoir pu atteindre un lieu où une aide d'urgence aurait pu leur être fournie. Il y a très peu de refuges pour les femmes et les enfants séropositifs, démunis et requérant une aide alimentaire, de l'eau potable, des vêtements et une thérapie anti-rétrovirale (ARV).

Dans le passé, la FAO s'est déjà largement en-

gagée dans la recherche et l'établissement de programmes en faveur des droits de propriété des femmes et des enfants, mais la bataille pour garantir ces droits est loin d'être gagnée. Bien que le problème soit mieux connu aujourd'hui, il apparaît qu'allier ce savoir à une réelle amélioration des conditions de vie des femmes et des enfants reste problématique.

Un besoin de réflexion

Pour répondre à ces questions, la FAO a organisé à Rome, du 28 au 30 novembre 2007, une réunion de consultation à laquelle a été convié un petit groupe de partenaires des agences des Nations unies, d'ONG et d'instituts de recherche. L'objectif de la rencontre était d'examiner plus en détail les questions relatives au genre, aux droits de propriété et aux moyens d'existence à l'ère du VIH/SIDA. Les participants venaient d'horizons divers et représentaient différentes spécialités et disciplines mais tous se rassemblaient autour de questions de genre, de droits de propriété des femmes et du VIH/SIDA.

La réunion visait une meilleure compréhension des questions de droits de propriété dans le contexte du VIH/SIDA, en se fondant sur les principaux résultats découlant d'études de cas régionales et nationales. Les participants ont examiné, sous différents angles, une série de questions : le genre, les droits de propriété, les

moyens d'existence, la législation, la formation des magistrats et des chefs traditionnels, les programmes de formation d'auxiliaires juridiques, le plaidoyer, la mobilisation de groupes et de réseaux de base, et le dialogue politique.

VIH/SIDA, ignorance et résistance au changement : autant d'entraves à la jouissance des droits

Les exposés et les délibérations ont clairement établi les points suivants :

- Il existe une corrélation étroite et avérée entre l'**inégalité hommes-femmes**, l'**insécurité alimentaire** et les **comportements sexuels à risque**, qui reproduit et exacerbe la propagation du VIH et du SIDA. Ainsi, une étude réalisée au Botswana et au Swaziland a montré que les femmes qui ne parviennent pas à se procurer suffisamment de nourriture courent 70% plus de risques d'avoir des rapports sexuels non protégés.
- **Des droits garantis d'accès à la terre et à la propriété et aux moyens d'existence durables représentent des conditions importantes pour la sécurité alimentaire et l'amélioration des moyens d'existence** des femmes et des enfants. Il existe un lien direct entre la sécurité des droits fonciers et de propriété des femmes et des enfants, d'une part, et la prévention du VIH/SIDA, de l'autre. Par conséquent, la sécurité alimentaire et l'égalité hommes-femmes, conditionnés par la promotion de droits de propriété accrus et plus stables pour les femmes et les enfants, pourraient être une mesure importante de prévention du VIH.
- Le **changement des comportements** est un préalable essentiel pour réaliser de véritables progrès au niveau communautaire. Mais il importe de comprendre les questions complexes de culture et de tradition en vue d'identifier les messages appropriés pour mener une intervention efficace. Ainsi, par exemple, c'est avec précaution que seront mis en place, au niveau local, l'éducation juridique et le plaidoyer. De fait, il a été démontré que, lorsque tradition et culture locales sont tout simplement négligées, l'éducation juridique et le plaidoyer ne peuvent rien pour



Edvina Kyoheirwe et Flavia Kyomukama, deux femmes ougandaises séropositives, ont parlé de leurs expériences : elles ont été expulsées de leur maison et leurs biens ont été confisqués par des parents.

enrayer la confiscation de biens appartenant à des femmes et des enfants. Les difficultés qu'ils rencontrent en contestant tradition et culture locales, ou en se plaçant en dehors de celles-ci, sont en effet sous-estimées.

- Les progrès limités obtenus dans la protection des droits fonciers et de propriété des femmes sont le résultat de la persistance des **rapports hommes-femmes inégaux**. Toutefois, les relations de pouvoir entre hommes et femmes ont été, et restent, difficiles à changer. Il y a une forte résistance, de la part tant des hommes que des femmes à mettre en question des normes et des valeurs enracinées, en particulier lorsque cela place les femmes – et les hommes qui les soutiennent – en marge de la société traditionnelle.
- Dans le but de défendre les droits des femmes et des enfants, le défi législatif consiste à **fusionner aspects positifs des normes et pratiques coutumières et lois statutaires** – qui apparaissent souvent conflictuelles – en **stratégies nationales simples et efficaces**. Il est également important de remédier au manque de connaissances des communautés, des femmes et des enfants en particulier, en les informant sur leurs droits légaux et constitutionnels relatifs à la terre et à la propriété.
- Un **soutien d'urgence** (refuges, aide alimentaire, vêtements, thérapie ARV, eau potable, etc.) doit être accordée aux femmes et aux enfants qui ont été spoliés de leurs biens et expulsés de leurs foyers. Beaucoup de femmes meurent et beaucoup d'enfants finissent dans la rue ou comme migrants avant d'avoir reçu quelque soutien.

🕒 **Children's Property and Inheritance Rights in the Context of HIV and AIDS – A documentation of children's experiences in Zambia and Kenya**
(Droits de propriété et de succession des enfants dans le contexte du VIH/SIDA – Rapport d'expériences en Zambie et au Kenya)

Ce document se fonde sur des études menées sur le terrain par deux organisations de base – CINDI-Kitwe en Zambie et GROOTS Kenya au Kenya – afin de recenser et de décrire des cas de spoliation de biens appartenant à des enfants, en particulier à de jeunes orphelins ayant perdu leurs parents des suites du SIDA. L'objet consiste à explorer les méthodes auxquelles recourent, ou peuvent recourir, les organisations de base pour documenter leur travail. L'étude repose sur une approche créative, et unique, qui consiste à faire participer directement les jeunes orphelins et les enfants vulnérables, non seulement à la préparation du plan de travail mais aussi à la consignation des données, en faisant appel, notamment, à des enfants spoliés pour la collecte d'information. Cette étude contribue à réunir des témoignages sur la défense des droits des enfants, le VIH/SIDA, le vécu des enfants; à terme, il s'agit d'aboutir à de meilleurs moyens d'intervention et de réponse à cette crise.

FAO, HIV/AIDS Programme Working Paper 3, 2008
(uniquement en anglais)
www.fao.org

Les débats ont également révélé la nécessité urgente d'établir de solides dossiers sur les questions de genre, de droits de propriété et de VIH/SIDA. Ainsi, les participants ont suggéré que des recherches approfondies soient menées sur les droits de propriété et les moyens d'existence des enfants dans le contexte du VIH/SIDA.

Importance des initiatives prises à la base

Malgré ce tableau peu encourageant, des initiatives prometteuses ont vu le jour dans plusieurs communautés locales, dans le but de prévenir et d'atténuer la confiscation de biens appartenant à des femmes et des enfants. Leur impact a, jusqu'ici, été limité, mais elles ouvrent la voie à de nouvelles stratégies et à la mise en place de nouveaux programmes. Pour avoir un impact réel, il sera nécessaire que les communautés locales et les groupements de femmes multiplient les initiatives : mise en place de comités de surveillance, livres de mémoire, écrits testamentaires, formations d'auxiliaires juridiques, sensibilisation communautaire, etc.

Les participants à cette rencontre de consultation ont écouté les témoignages d'Edvina Kyoheirwe et de Flavia Kyomukama, deux femmes ougandaises séropositives expulsées de leur maison et dont les biens ont été confisqués par des parents. Grace Waithira, une jeune orpheline kényane, a témoigné sur les risques encourus par de jeunes orphelins d'être dépossédés ou déshérités par leurs proches. Un comité de surveillance a été créé par un groupe de femmes kényanes pour enquêter sur ce type de pratiques et aider les jeunes orphelins à entamer des poursuites judiciaires.

La voie à suivre : domaines d'intervention prioritaires

À l'examen des principales conclusions et recommandations du groupe d'experts, plusieurs domaines d'intervention prioritaires ont été définis :

1. Elaborer un **programme de terrain** sur la prévention et l'atténuation de la confiscation des biens des femmes et des enfants et sur la perte de leurs moyens d'existence, dans le contexte du VIH/SIDA en Afrique de l'Est et australe.
2. Etablir une **base de données** sur les organisations, les initiatives innovantes, le matériel de formation sur la prévention et l'atténuation de la confiscation des biens des femmes et des enfants.
3. Promouvoir la **recherche quantitative** et des recensements sur la confiscation des biens des femmes et des enfants dans le contexte du VIH/SIDA en Afrique de l'Est et australe; et, la **recherche qualitative** pour une com-



© FAO/Giulio Napolitano

Quand ma mère est morte du SIDA, mes sœurs, mes frères et moi avons été expulsés de la maison par mon grand-père. Un 'comité de surveillance' constitué de femmes qui plaident en faveur des femmes et des orphelins pour faire obstacle aux confiscations de propriété, nous a aidés à porter l'affaire devant les tribunaux. Le commissaire de district a pu convoquer tous les membres de ma famille paternelle et leur a demandé pourquoi nous avons été chassés de notre maison. Suite à cette action, les clés de la maison nous ont été restituées, même si l'affaire est toujours devant les tribunaux afin de garantir l'obtention de nos droits successoraux et un titre de propriété. J'espère que cette affaire sera close l'année prochaine. Mais je tiens à dire que nous, les orphelins, ne savons pas comment solliciter une intervention légale et que le tribunal représente un lieu et une expérience éfrayants pour nous, enfants.

Nous avons été soutenus par la FAO pour inventorier les cas de dépossession d'héritage parmi les orphelins au Kenya. Selon ce recensement, 57% des orphelins n'ont jamais hérité des biens qui appartenaient à leurs parents.

Grace Waithira, orpheline du Kenya qui a apporté son témoignage lors de la rencontre de Rome

préhension plus fine de la culture et des traditions qui perpétuent la confiscation de la propriété.

4. Développer, **conjointement par les agences des Nations unies**, des mesures visant à fournir aux femmes et aux enfants qui ont perdu leurs biens, été chassés de leur foyer et qui sont victimes de la violence liée au genre, **une aide d'urgence sous forme de moyens d'existence**, pour commencer une nouvelle vie.

En outre, les participants ont décidé de poursuivre les échanges et la collaboration entamés lors de cette réunion.

✳ **Pour plus d'information, ou pour communiquer vos réactions, veuillez contacter :**
Kaori Izumi, Responsable de développement rural/VIH
Division de la parité, de l'équité et de l'emploi en milieu rural – Département du développement économique et social
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rome
E-mail : Kaori.Izumi@fao.org

Renforcer l'accès des femmes à la terre : allier la recherche et l'action

Un projet de recherche en Afrique de l'Est et australe de l'International Land Coalition (ILC)

Comment améliorer, pour les femmes, l'accès et le contrôle sur la terre?

L'accès à la terre et à d'autres ressources naturelles, ainsi que leur exploitation, est primordial pour assurer des conditions de vie durables, une bonne gestion des ressources et un développement rural réussi. Cependant, les grands défis sociaux, politiques et institutionnels empêchent les pauvres des zones rurales d'obtenir des droits fonciers garantis et ces défis sont plus marqués pour les femmes. L'accès inégal à la terre, aux intrants, tels que semences et engrais, à l'information et à la formation, est un frein à la productivité des femmes. Leur pouvoir décisionnel est, par ailleurs, limité et elles dépendent des hommes pour les droits d'utilisation, lesquels sont facilement perdus en cas de veuvage ou de divorce.

Le débat sur les droits des femmes à la terre a atteint son paroxysme. Il est dorénavant clairement reconnu qu'il est nécessaire d'améliorer l'accès des femmes à la terre, et à son contrôle. Mais des obstacles persistent dans la pratique; ils sont enracinés dans les relations de pouvoir entre hommes et femmes régissant la société. Même si des progrès ont été réalisés, les liens entre recherche et plaidoyer doivent être améliorés afin de promouvoir un programme de changement.

Nouvelle initiative de recherche

La Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC, International Land Coalition) a initié, dans ce but, un nouveau projet pour assurer l'accès des femmes à la terre en Afrique de

l'Est et australe. Le projet, appuyé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI – www.idrc.ca), est mené en collaboration avec deux institutions partenaires africaines: l'Institut Makerere de recherche sociale (MISR) de l'Université de Makerere en Ouganda, et le Programme d'études agraires et foncières (PLAAS) de l'Université du Cap occidental, en Afrique du Sud.

Commencé l'automne de 2007, ce projet de recherche, d'une durée de 30 mois, vise à s'informer auprès des femmes et à répondre à leurs besoins grâce à la recherche appliquée. Il poursuit trois objectifs globaux :

1. Encourager les projets de recherche-action et de plaidoyer, en vue de produire des données fiables sur l'accès des femmes à la terre et à son contrôle, en Afrique de l'Est et australe, à travers un programme de petites subventions.
2. Guider dans la formulation et la mise en œuvre de politiques qui prennent en compte l'accès des femmes à la terre, et à son contrôle, en Afrique sub-saharienne, par un plaidoyer national et régional basé sur les résultats de la recherche.
3. Affiner les agendas de recherche et d'action sur l'accès des femmes à la terre et à son exploitation, en renforçant le dialogue et les partenariats entre toutes les parties prenantes à l'échelle régionale et mondiale.

Résultats escomptés

Les recherches menées dans le cadre de ce projet se concentreront sur les points suivants :

- juridique et politique & déficits dans la mise en œuvre;
- agence de femmes (action ou intervention par les femmes pour améliorer leur accès à la terre et à son exploitation);
- liens entre la terre et les autres ressources;
- changements socio-économiques et questions de genre (notamment le VIH/SIDA, les conflits, la migration).

Il est non seulement prévu d'apporter des preuves, mais également de mettre en place une plate-forme pour promouvoir et préconiser un programme de changement qui soutient les femmes rurales pauvres, en vue d'améliorer, pour elles, l'accès à la terre et aux autres ressources naturelles (et productives) ainsi que leur exploitation. Les résultats de la recherche-action seront intégrés dans les activités et



les programmes de plaidoyer plus étendus de l'ILC.

Globalement, on s'attend à ce que la recherche permette une meilleure compréhension de la complexité des relations de pouvoir et comment ces relations continuent d'entraver l'accès des femmes à la terre. En s'informant auprès d'elles et en utilisant ce savoir pour encourager la formulation et la mise en place de politiques pertinentes, le rôle des femmes en tant qu'agents de changement n'en sera que renforcé.

Programme de petites subventions

Le MISR et le PLAAS coordonneront un programme de petites subventions visant à soutenir les projets de recherche-action et de plaidoyer relatifs à la production de données de recherche fiables. Afin d'encourager la prise en charge des agendas de recherche et d'action et de définir les détails du programme, le MISR et le PLAAS prennent actuellement contact avec les organisations partenaires potentielles ainsi que les personnes intéressées dans leur sous-région.

Les organisations intéressées sont invitées à prendre contact avec le Secrétariat de l'ILC ou avec les institutions partenaires locales dans leur sous-région respective – le MISR pour l'Afrique orientale ou le PLAAS pour l'Afrique australe – pour plus de détails sur les critères d'éligibilité, les procédures et les calendriers.

Coordonnées :

ILC, International Land Coalition

Sabine Pallas
s.pallas@ifad.org
www.landcoalition.org

MISR, Makerere Institute of Social Research

Makerere University, Ouganda
Abby Sebina-Zziwa
para@utlonline.co.ug
<http://miser.mak.ac.ug>

PLAAS, Programme of Land and Agrarian Studies

University of the Western Cape, Afrique du Sud
Ritu Verma
rvermapuri@africaonline.co.ke
www.plaas.org.za



Le nouveau projet de l'ILC veut fournir des données et mettre en place une plate-forme pour promouvoir et faire un plaidoyer pour un programme de changement. Ce programme soutiendra les femmes rurales pauvres, en vue d'améliorer leur accès à la terre et aux autres ressources naturelles, ainsi que son exploitation.

Les programmes 'Villages Modèles FXB'

Un modèle efficace de soutien aux orphelins, aux enfants vulnérables et aux familles appauvries atteintes par le VIH et le SIDA

Quand les parents décèdent, les orphelins sont pris en charge par leur famille élargie ou par la communauté. Malheureusement, avec la propagation du SIDA et la paupérisation des populations, la capacité à accueillir davantage d'enfants est déjà dépassée. Dans les pays très touchés, de plus en plus d'âinés deviennent chefs de famille. Depuis 1995, l'association suisse François-Xavier Bagnoud (FXB International) conduit des projets fondés sur des modèles de développement communautaire durable. Leur objectif est de renforcer la capacité et d'améliorer les conditions de vie des personnes séropositives, et de réintégrer les orphelins et les enfants vulnérables affectés et/ou infectés par le VIH et le SIDA dans leur communauté.



© Geoff Oliver Bagnoud / FXB International

Le Village Modèle FXB : un programme de développement économique et social

Le Village Modèle FXB est un programme à faible coût, durable et basé sur la communauté (approche ascendante) pour aider familles et communautés à riposter à la pauvreté et au VIH/SIDA, et à accueillir le nombre croissant d'enfants vulnérables. Le programme vise à renforcer leur capacité à améliorer leurs conditions de vie et à se sortir de la pauvreté par des activités génératrices de revenus (AGR).

Fin 2007, 27 Villages Modèles FXB fonctionnaient au Burundi, en Chine, en Inde, en Ouganda, au Rwanda et en Thaïlande. Un des Villages Modèles au Burundi bénéficie du soutien financier de la Fondation Roi Baudouin, partenaire également du Projet Dimitra. Cinq nouveaux villages seront lancés au cours du premier semestre 2008 (deux en Thaïlande, un au Rwanda, un au Burundi et un en Ouganda). Le Village Modèle FXB exerce un impact important sur les conditions d'existence des bénéficiaires : quelque 85% des familles participantes parviennent à l'autarcie dans les trois ans. Et, selon une récente évaluation externe portant sur l'impact socio-économique à long terme du programme, il ressort que 86% des bénéficiaires vivent toujours au-dessus du seuil de pauvreté, quatre ans après la fin du programme.

Mode opérationnel du programme 'Village modèle FXB'

L'objectif du programme Village Modèle FXB est de fonctionner à l'aide d'une structure légère dotée de multiples composantes.

Un Village Modèle FXB est un réseau composé d'une centaine de familles dévastées par la pauvreté et le SIDA. Au cours des trois années du programme, les bénéficiaires auront la possibilité de parvenir à l'autonomie économique et sociale. Les AGR constituent l'axe central du programme, et sont mises à la disposition de chaque chef de famille lors de son lancement. Grâce à cette initiative, les chefs de famille acquièrent la capacité de répondre aux besoins de leur famille.

Simultanément, FXB apporte un accompagnement global aux bénéficiaires jusqu'à accomplissement de leur autonomie (soutien nutritionnel, médical et psychosocial, éducation et formation professionnelle, prévention du VIH, soutien juridique, épargne et accès au microcrédit). FXB favorise ainsi la réinsertion et la prise en charge des orphelins par leur communauté.

Cette méthodologie globale est à la fois efficace et peu coûteuse. Il suffit de 125 000 euros pour libérer ces familles de la pauvreté sur une période de trois ans, la plus grande part de l'investissement étant consacrée au cours de la première année. Soutien financier, conseils et accompagnement des bénéficiaires sont prévus tout au long de chaque programme, avec des coûts dégressifs d'année en année. Le matériel de base nécessaire aux AGR, les soins de santé et l'éducation étant fournis en début de programme, les familles arrivent de mieux en mieux à subvenir à leurs besoins et, à terme, à gérer leurs propres frais médicaux et scolaires. De plus, en finançant de petites initiatives locales destinées à générer un flux continu de recettes, FXB investit dans le développement d'une économie locale prospère et diversifiée.

Comment sont choisis les bénéficiaires

En vue de cibler les familles démunies et d'éviter les efforts d'accompagnement redondants, FXB travaille en collaboration étroite avec les autorités administratives locales, les responsables d'associations PVAVS (personnes vivant avec le VIH/SIDA), les chefs de groupes communautaires, les clubs anti-SIDA pour les jeunes, et les organisations apportant des soins aux victimes du SIDA. Le processus de sélection tient compte du degré de vulnérabilité (bilan de santé) des bénéficiaires, de la situation

et de l'intégrité des familles qui accueillent les orphelins du SIDA; du nombre d'enfants recevant des soins; et de la capacité et de la détermination dont témoignent les bénéficiaires à atteindre les objectifs du programme.

Une fois la sélection des familles achevée, FXB identifie les chefs de famille et constitue un dossier les concernant ainsi que les personnes dont ils ont la charge : âge des enfants, écoles fréquentées, coordonnées et situation socio-économique. FXB procède ensuite à l'inscription de tous les bénéficiaires dans un centre de soins de santé où ils se rendront pour recevoir les traitements nécessaires.

Composantes du programme Village Modèle FXB

Tout en tenant compte des spécificités nationales et régionales, les programmes Village Modèle FXB appliquent généralement les stratégies suivantes :

- Développement d'AGR pour toutes les familles (agriculture, élevage, jardins maraîchers, bétail, commerce de denrées alimentaires ou de produits de première nécessité, vêtements de seconde main).
- Soutien nutritionnel et médical et accès aux traitements nécessaires.
- Soutien éducationnel et réinsertion des enfants dans les écoles; prise en charge des frais et des matériels scolaires.
- Scolarisation et formations professionnelles.
- Prévention SIDA, hygiène de vie et soutien psychosocial.
- Mise en place de groupes de bénéficiaires s'encourageant les uns les autres et chargés de gérer les activités collectives.
- Soutien juridique et protection des droits des enfants.
- Accès et formation à l'épargne et aux micro-crédits.

* Pour plus d'information:

Association François-Xavier Bagnoud
82, rue de Lausanne, 1202 Genève
Suisse

Tél: +41 22 741 7180 - Fax: +41 22 731 1757
www.fxb.org - info@fxb.org



La radio, vecteur d'information sur les droits reproductifs des femmes

Le Women Information Network (WINET - Réseau d'information destiné aux femmes) encourage les efforts de sensibilisation en matière de droits reproductifs parmi les femmes de l'Etat d'Enugu, au Nigéria. Sa méthode ? La production d'une émission de radio ciblée et la création de radio-clubs d'écoute au niveau de six communautés rurales et urbaines de l'Etat.

Une sensibilisation accrue favorise le renforcement des pouvoirs

Le manque d'information dont souffrent les femmes, sur des questions liées à leur existence en général et sur leurs droits reproductifs en particulier, constitue un obstacle majeur à une meilleure compréhension de ces droits ainsi qu'à leur mise en pratique.

WINET a mis en évidence la nécessité impérieuse, dans l'Etat d'Enugu au Nigéria, d'accroître le degré de sensibilisation des femmes en matière de droits reproductifs. WINET est une ONG axée sur les moyens de communication, qui a articulé la vision d'une société éclairée, où tout un chacun est conscient de ses droits, devoirs et obligations. L'organisation s'efforce ainsi de garantir aux femmes un accès à l'information. WINET estime que, lorsque les femmes disposeront de plus d'informations sur leurs droits en matière de reproduction, leur situation socio-économique et leur qualité de vie s'en verront améliorées.

Une émission de radio sur les droits reproductifs

Par conséquent, WINET a lancé un projet ciblant les femmes de l'Etat d'Enugu et prenant la forme d'une émission de radio hebdomadaire diffusant des informations relatives aux droits des femmes en matière de reproduction dans la langue locale, l'igbo. La radio s'est imposée comme un vecteur d'excellence, en raison de son accessibilité. En effet, même en cas de coupure de courant, il est possible de faire fonctionner un poste de radio à l'aide de piles. Autre atout de taille à l'efficacité déjà prouvée, la capacité de la radio à toucher les communautés tant rurales qu'urbaines. Dans un projet précédent, WINET avait réussi à sensibiliser les habitants des zones rurales et urbaines de l'Etat d'Enugu par le biais d'une émission de radio quotidienne traitant des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Dans ce même projet, la radio et les radio-clubs d'écoute avaient été utilisés afin

de diffuser des informations sur le VIH/SIDA et de lutter contre la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH/SIDA.

L'émission de radio intitulée « Ikike Umunwany Na Omumu » (« Les droits reproductifs des femmes » en langue igbo), et financée par l'Union européenne, s'est étendue sur une période de neuf mois (de mars à décembre 2007), et s'est inscrite dans le cadre d'un projet de trois ans baptisé « Campagne de médiatisation sur les droits reproductifs des femmes dans l'Etat d'Enugu, Nigéria ». Concrètement, l'émission a pris la forme d'un débat hebdomadaire, au cours duquel des experts du secteur de la santé donnaient des informations sur les droits reproductifs des femmes. Parmi les sujets abordés, citons la signification des droits reproductifs, le viol et les mutilations génitales féminines en tant que violations des droits reproductifs des femmes, les conditions de sécurité de la maternité et la mortalité liée à cette dernière, la planification familiale, les infections sexuellement transmissibles, les infections de l'appareil génital, la ménopause, etc. A la fin de chaque émission, l'animateur indiquait un numéro de téléphone accessible aux auditeurs souhaitant s'exprimer, ainsi qu'une adresse postale pour la correspondance. L'émission a été diffusée sur les ondes de Radio Nigeria Coal City FM Enugu, une radio nationale, dans la mesure où les stations de radio communautaires ne sont pas encore opérationnelles au Nigéria.



Je connais désormais mes droits reproductifs et je peux en parler avec mon mari. Les femmes de notre radio-club d'écoute ont appris à se prendre en charge. Nous avons appris qu'il était nécessaire d'aller à l'hôpital lorsque nous étions malades et que les pratiques de mutilation génitale des femmes nous étaient néfastes. »

Mme Susan Ugwuja, membre du radio-club d'écoute relatif aux droits reproductifs des femmes (RCE-DRF) d'Obimo-Ikwoka

L'utilisation des radio-clubs d'écoute à des fins de discussion et de remontée d'information

Avant le lancement sur les ondes de l'émission de radio, WINET a sélectionné six communautés de l'Etat d'Enugu (Amokwu-Affa, Obimo-Ikwoka, Umungwutowo-Obe, Awukunanaw, Abakpa-Nike et Ogui-Urban) où des forums de discussion relatifs aux droits reproductifs des femmes ont été organisés, dans le but de mobiliser les femmes susceptibles d'écouter,



par la suite, l'émission de radio. Au cours des forums, les préoccupations des femmes en matière de droits de reproduction ont fait l'objet de débats et les thèmes abordés par l'émission de radio ont été définis d'un commun accord. Les forums ont constitué le point de départ de la création de radio-clubs d'écoute (RCE) dans ces six communautés. Chaque RCE rassemblait, au début, dix femmes, mais d'autres femmes provenant de la communauté et intéressées par la question ont également rejoint les clubs.

Les RCE ont reçu des postes de radio et des piles servant à les alimenter. Ils ont également reçu des fournitures nécessaires à l'écriture et des cassettes audio afin de pouvoir enregistrer les émissions lors de leur retransmission et de les rediffuser, en différé, selon leur convenance. Les membres des RCE se réunissaient afin de suivre ensemble la diffusion de l'émission, chaque vendredi soir à 19h30, de discuter de son contenu et d'écrire un rapport conjoint au terme de la discussion. Le chef d'équipe du RCE dirigeait les débats et une fois par mois, le chef de projet de WINET rendait visite aux communautés afin de leur apporter une aide financière visant à acheter des rafraîchissements, de nou-



J'ai appris que l'excision était préjudiciable, car elle porte atteinte aux droits des femmes en matière de reproduction. Par ignorance, nous la pratiquions au sein de notre communauté, mais grâce à l'émission de radio traitant des droits reproductifs des femmes, je sais désormais que cette pratique est à bannir. J'ai également appris à communiquer avec mon mari, car la communication entre les époux est utile au foyer, afin d'avoir le nombre d'enfants dont nous pouvons raisonnablement nous occuper. »

Mme Benedette Ojukwu, membre du RCE-DRF d'Amokwu-Affa



velles piles, et de recueillir leurs questions et observations. Les femmes étaient encouragées à partager les informations diffusées lors de l'émission avec les membres de leur famille et de leur communauté et à inviter ces derniers à suivre l'émission.

Lors des séances de question-réponse de l'émission, les experts répondaient aux questions et problématiques soulevées par les membres des RCE et d'autres auditeurs. La remontée d'information découlant de l'émission, via les appels téléphoniques, les messages écrits et les courriers, a montré que l'émission enregistrerait un

fort taux d'écoute, non seulement dans l'Etat d'Enugu, mais également dans les Etats voisins d'Ebonyi, Anambra et Abia, de langue igbo, où l'émission pouvait également être captée. A la fin de chaque retransmission, WINET a reçu au moins cinq appels téléphoniques. La remontée d'information émanait autant d'hommes que de femmes, surtout de la population jeune. Certains auditeurs plus jeunes ont demandé la diffusion d'une émission portant sur les droits reproductifs des jeunes, afin de répondre plus spécifiquement à leurs besoins. En outre, des membres du RCE d'Umungwutowo-Obe ont fait appel à WINET afin de concevoir une émission sur les droits reproductifs à l'intention des hommes, afin que ces derniers puissent également comprendre les enjeux de la question. En effet, aux dires des femmes, les hommes se refusent à reconnaître et à respecter les droits des femmes en matière de reproduction.

Le suivi

A l'issue du programme, environ un million de femmes et d'autres auditeurs de l'Etat d'Enugu et d'Etats voisins auront développé une connaissance et une compréhension accrue de la problématique des droits reproductifs des



“

Le radio-club d'écoute a répondu aux besoins des femmes. Nous avons beaucoup appris, surtout en ce qui concerne nos droits reproductifs. Personne ne pourra désormais bafouer ces droits.»

Anwuli Okeke, membre du RCE-DRF d'Awkunanaw

femmes, ce qui représente une première étape vers la mise en œuvre pratique de ces mêmes droits. Les RCE sont toujours en place, dans la mesure où la culture de l'écoute et de l'interaction à travers la radio a été mise sur pied et où les femmes ont été formées à l'accès à l'information par le biais de la radio. Par ailleurs, WINET maintient ses contacts avec les femmes en vue de garantir la pérennité des RCE.

* Pour plus d'informations, veuillez contacter :

WINET

Miriam Menkiti, Directrice générale

P.O. Box 763, Enugu, 400001

Enugu State, Nigeria

mee4399@yahoo.com; menkiti@skanet.com

Tél / Fax : +234 42 254078

Téléphone portable : +234 806 3311962

AMARC : première conférence arabo-africaine des radios communautaires en Afrique, Moyen Orient et Afrique du Nord

L'Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires (AMARC) Afrique, le Bureau de l'UNESCO à Rabat et la Chaire UNESCO en communication publique et communautaire ont organisé à Rabat (Maroc) du 22 au 24 octobre 2007 une conférence intitulée « Radio communautaires en Afrique, Maghreb et Moyen-Orient: Partage d'expériences pour le développement et la construction de la démocratie à la base ».

Cet événement a permis à une centaine de radiodiffuseurs des deux régions d'améliorer leurs compétences et d'explorer les moyens d'augmenter l'impact social de la radio communautaire dans les pays où elle existe déjà. La conférence a étudié comment créer un environnement favorable permettant à la radio communautaire de fleurir dans les pays où ce médium n'est pas encore établi, en particulier dans la région du Maghreb et du Moyen-Orient, en tirant bénéfice des meilleures expériences en Afrique.

La conférence s'est concentrée sur la façon dont l'AMARC peut le plus efficacement possible contribuer à l'augmentation de l'impact de la radio communautaire dans la région de l'Afrique subsaharienne en plus de transférer la riche expérience africaine à la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord afin de renforcer les médias communautaires comme facteur important pour la construction de la démocratie.

Les participants ont examiné la situation de la radio communautaire dans leurs pays respectifs et se sont penchés sur des questions clés telles que la démocratisation des sociétés, l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM), et la résolution de conflits.

Dimitra a fait une présentation sur le rôle des radios communautaires et les ODM.

Les principaux objectifs atteints par la conférence ont été de :

- réviser et évaluer les cadres de législation, de financement et de contenus pour les médias communautaires, et explorer les stratégies pour réduire les obstacles au développement de la radio communautaire en Afrique et dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ;
- partager des expériences et explorer les lignes d'action sur la façon dont l'AMARC, les ONG partenaires et les organismes multilatéraux peuvent mieux contribuer à augmenter l'impact social de la radio communautaire en réalisant les objectifs de développement ;
- explorer les mécanismes qui facilitent le réseautage parmi les opérateurs de radio communautaire, les ONG et les institutions dans le but d'appuyer le développement de la société civile et l'établissement de la démocratie en Afrique et dans la région du MENA ;
- explorer les possibilités de reproduire ou



d'adapter les meilleures pratiques d'Afrique et d'ailleurs dans la région du MENA ;

- identifier les meilleures expériences et mécanismes afin de reproduire le Réseau International des Femmes (RIF) à travers l'Afrique et la région du MENA.

La Conférence s'est terminée avec l'adoption de la « Déclaration de Rabat ».

* Pour de plus amples informations:

www.africa.amarc.org

Violence sexuelle et violence liée au genre : un cauchemar social qui force l'action

Le Gender Development Institute (GDI) au Ghana a tenu sa quatrième conférence internationale sur le genre à Elmina (Ghana) du 17 au 21 septembre 2007 sur le thème de la violence sexuelle et la violence liée au genre (VSVLG).

Le thème de la conférence a été choisi car il constitue l'un des principaux problèmes de santé publique, de développement économique et de droits humains dans le monde : environ une femme sur trois subira la VSVLG au cours de sa vie, avec des taux atteignant jusqu'à 70% dans certains pays. Toutefois, l'ampleur exacte de la VSVLG est difficile à évaluer en raison d'une sous-déclaration des cas par les victimes pour des raisons diverses, parmi lesquelles figurent les menaces de la part de l'auteur, la timidité ou la peur des parents ou des proches, ou simplement l'ignorance.

La VSVLG revêt de multiples formes, dont le viol est la plus connue, mais n'en constitue qu'un exemple. D'autres pratiques sont : la violence familiale, l'inceste, la prostitution forcée, les mutilations génitales féminines, les rites de veuvage, etc. Les victimes sont souvent des femmes, mais peuvent aussi être des hommes.

Partout dans le monde, la violence contre les femmes et les filles éclate : dans le contexte du mariage et de la famille où elle est essentiellement exercée par maris, partenaires intimes et parents ; au sein de la communauté, où elle est le fait de personnes extérieures à celle-ci et des chefs traditionnels ; elle est présente sur le lieu de travail ; elle fait fi des frontières internationales avec la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle et de main-d'œuvre ; et, elle devient arme de guerre des forces militaires. En temps de guerre, et dans une situation d'après-conflit, les femmes et les filles sont souvent victimes d'exploitation et d'agression.

La violence contre les femmes et les filles constitue un obstacle à la réalisation des objectifs d'égalité, de développement et de paix. Elle enfreint, altère et annule la jouissance, par les femmes, de leurs droits humains et des libertés fondamentales. Pour de nombreuses nations, longtemps restées impuissantes, la protection et la promotion de ces droits et de ces libertés, dans le cadre de la violence contre les femmes, relève désormais de la priorité et de l'urgence. Au cours des dernières années, certains progrès

ont été réalisés dans la lutte menée pour prévenir et combattre la VSVLG : adoption de normes et critères internationaux, promulgation de résolutions condamnant la violence liée au genre, adoption par les gouvernements de lois et de stratégies efficaces, et renforcement de partenariats entre autorités et groupes de femmes. Mais il reste encore beaucoup à faire...

En organisant cette conférence, le GDI a voulu témoigner de son inquiétude quant à la VSVLG au Ghana et dans le monde, ainsi que de son engagement à remédier à la situation par un plaidoyer international fort et la recherche de réponses collectives, sans discrimination fondée sur le genre, la race, l'origine ethnique, la religion ou la culture.

Horizons différents, mêmes buts

Les principaux objectifs de cette conférence étaient :

- Créer un forum de discussion et de partage des expériences relatives aux droits humains, dans une perspective de genre, afin de mettre en évidence les vécus des pays dans le domaine de la VSVLG et, partant, formuler des recommandations en vue de son éradication.
- Sensibiliser les hommes aux dynamiques de genre de la VSVLG et amorcer un processus de collaboration et de réseautage entre défenseurs de l'égalité hommes-femmes et promoteurs des droits humains.

Provenant de différents coins du monde – d'Afrique du Sud, du Botswana, des Etats-Unis, du Ghana, du Mozambique, du Nigéria, du Royaume-Uni, de Tanzanie, de Zambie et du Zimbabwe – les délégués, représentant des intérêts et des groupements divers, étaient tous animés par l'objectif de lutter contre la VSVLG et son éradication. Issus de cultures différentes, ils ont apporté leurs témoignages, pleinement résolus à faire changer les choses pour le mieux. Les expériences spécifiques à leur pays, relatées par les délégués, n'étaient pas de simples comptes rendus ; elles ont abouti à une réflexion approfondie sur l'amplitude de la VS-

VLG et ses effets sur les êtres humains.

La conférence était faite de séances plénières, avec présentation de communications, de discussions en groupes de travail, ainsi que de visites sur le terrain. Voici quelques-uns des principaux sujets abordés : la VSVLG et ses conséquences sur la santé ; la participation des hommes dans l'élimination de la VSVLG ; le recours au droit pour combattre la VSVLG ; l'encouragement des victimes de la VSS à utiliser les systèmes officiels de dénonciation ; les réponses appropriées destinées aux victimes de la VSVLG, sur les plans médical, psychosocial et légal ; les lignes directrices pour la mise en place de campagnes d'information, d'éducation et de communication contre la VSVLG.

Nécessité d'une action concrète et concertée

La conférence lance un appel aux gouvernements et à toutes les parties prenantes, en particulier ceux des secteurs de la santé, de l'éducation et de la justice pénale, afin de prendre le problème au sérieux et de mener des actions concertées.

Les recommandations concrètes suivantes ont été formulées par les participants :

- Il est important de créer des tribunaux spéciaux, à l'écoute des victimes et basés sur les droits humains, qui soient dotés de juges qualifiés et ouverts aux questions relatives à la VSVLG.
- Pilules contraceptives et préservatifs devraient être facilement et rapidement disponibles, en particulier lorsque la violence sexuelle sert d'instrument de violence politique.
- Plus d'efforts devraient être entrepris en matière d'éducation à la VSVLG, dans les langues locales, à l'intention de la base et des femmes en particulier.
- Une attention particulière devrait être accordée à l'éducation à la VSVLG des dirigeants religieux ; en effet, ils occupent une place importante dans la communauté et ont le pouvoir de favoriser, ou non, l'accès aux soins de santé.
- L'approche des règlements de litiges à l'amiable ne devrait pas être utilisée pour les cas de VSVLG, puisqu'ils n'interviennent dans la résolution d'aucune autre affaire pénale.
- Encourager la compilation d'articles et de photos de presse sur la VSVLG pouvant servir comme outil de plaidoyer efficace.

Quelques citations glanées lors des discussions :

- * « Je me sens sale, j'ai pris un bain douze fois aujourd'hui. Je change mes vêtements plusieurs fois par jour, pourtant je me sens encore sale... ». Le témoignage d'une victime d'abus sexuel
- * Quel est le juste droit ? Le droit d'être protégée ? Ou le droit à la confidentialité ?
- * Passons à l'action pour que ça change!!! Ensemble, luttons tous contre le VSVLG.
- * Violence contre les femmes - élever une famille pas le poing!!!
- * Les femmes en bonne santé sont plus aptes à débattre des problèmes du pays.
- * Joignons tous nos efforts pour éliminer la violence contre les femmes, créer des communautés plus sûres et plus stables, et améliorer la qualité de vie des femmes et leur famille dans le monde entier!

* Pour obtenir plus d'informations sur la conférence, veuillez contacter :
Gender Development Institute
Wilbert Tengey
P.O. Box CT 4810
Cantonments, Accra, Ghana
Tel: + 233 21 223031
achd@africaonline.com.gh

Servir et protéger: la police renforce l'Unité de lutte contre les abus envers les femmes et les enfants au Ghana

Beatrice Vib-Sanzire, chef de l'unité de lutte contre la violence domestique et l'appui aux victimes (DOVVSU) souhaiterait que tous les enfants et les femmes au Ghana souffrant en silence sachent qu'ils peuvent se rendre à la police pour bénéficier de l'appui nécessaire pour mettre un terme aux abus dont ils sont victimes. «La violence liée au genre n'est pas une affaire familiale privée, elle est plutôt une violation des droits humains» déclare-t-elle avec passion.

Comme dans les pays d'Afrique et à travers le monde, les abus envers les enfants et les femmes persistent et sont un défi à relever par les autorités ghanéennes. Conscientes que les forces de police traditionnelles étaient mal équipées pour lutter contre ce fléau, la police ghanéenne a créé la DOVVSU il y a plus d'une décennie.

Une unité spéciale pour femmes et enfants

«Nous savions que les populations avaient besoin de cette unité spéciale parce que les cas étaient mal gérés par les postes de police traditionnelle», dit Mme Vib-Sanzire. «Nous protégeons les droits des groupes vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, contre les abus et nous procédons à des arrestations et à des poursuites, le cas échéant.»

Sous sa houlette, le nombre de cas signalés à l'Unité a presque doublé entre 2002-2006, passant de 7.852 à 13.589. Au vu des progrès réalisés par le programme national, le UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la Population) a décidé d'apporter un concours financier et technique pour le passage à l'échelle du projet vers les districts en milieu rural. «Nous voulions nous appuyer sur une structure déjà existante. Elle fait preuve d'efficacité et un nombre croissant de clients sollicite ses services.» dit Makane Kane, Représentant du UNFPA au Ghana.

La DOVVSU dispose de 63 entités à travers le pays mais souhaiterait qu'un centre soit établi dans chacun des 138 districts du pays. Depuis l'année dernière, toutes les recrues de la police ont été initiées à l'acquisition de compétences de base en matière de counselling et de gestion adéquate des cas de violence, notamment comment collecter des données sur les délits commis.

«Les victimes nous consultent en dernier recours. Elles essaient d'abord de gérer ces cas à la maison. A défaut de solution, elles sollicitent nos services» affirme Vib-Sanzire «la plupart des victimes arrivent dans un état psychologique déplorable. Leur moral est au plus bas.»

Une approche pluridimensionnelle

Dans la région rurale de la Volta, l'Unité gère différents types de cas de violence, allant des abus envers les enfants, le trafic des êtres humains, à la violence domestique. Les programmes radio en langue locale sont utilisés à cet effet.

Le poste de police de Ho est envahi de posters fustigeant la violence envers les femmes et les enfants: «Les mutilations génitales féminines sont dangereuses et punies par la loi» peut-on lire sur une des affiches. «Non à la prostitution des enfants – c'est illégal», dit un autre. Et «Vous n'aimez peut-être pas votre femme, mais vous n'avez pas le droit de la battre.»

Au total, 35 agents auxiliaires de police de la région de la Volta ont été formés sur la violence liée au genre, les questions de genre, les cadres juridiques et les droits, et le counselling de base. Le UNFPA a offert des ordinateurs, des imprimantes et des équipements de bureaux pour appuyer la police régionale dans le suivi et la documentation des cas de violence liée au genre. En 2006, une campagne de sensibilisation de deux jours a été organisée, avec la participation de plus de 900 acteurs, y compris les chefs traditionnels et la société civile. Les églises, les écoles et les marchés dans la région ont servi de cadre aux agents de police pour «prêcher» contre la violence.



La commissaire adjointe de police Rita Narh donne des conseils à une visiteuse de l'Unité DOVVSU.

Mettre fin à l'impunité

Avec l'avènement des campagnes de plaidoyer, un nombre croissant de femmes signalent des cas de violence et demandent conseil à la police. Cependant, en l'absence d'un centre d'accueil, elles retournent souvent vers leur mari. «Il serait utile de discuter avec leurs époux.» soutient le caporal Amott, «Je leur conseille de les traîner en justice en cas de récidive.»

«Les populations doivent savoir que si elles ne respectent pas les règles, elles auront des ennuis.» convient M. Kane. «Nous voulons également habiliter les victimes afin qu'elles témoignent et qu'elles connaissent leurs droits.»

La pression exercée par la communauté est un moyen efficace pour changer les comportements. Souvent, l'intervention et les conseils de la police ne suffisent pas pour freiner la violence. «Les gens n'aiment pas être ostracisés (par la communauté). C'est pire qu'aller en prison» dit M. Kane. «Vous craignez d'être abandonné par votre propre groupe social. Il s'agit là d'un aspect très positif qui peut promouvoir un changement social.»

* Résumé d'un article par Angela Walker, UNFPA
20 novembre 2007
www.unfpa.org/news/news.cfm?ID=946&NewsType=2&Language=3



Documenter les détails d'une plainte au poste de police.



© Dimitra

COLLECTE DE FONDS

☉ KIOS – Fondation des ONG finlandaise pour les droits humains

KIOS appuie, aux niveaux local et national, des projets de droits humains, organisés et réalisés par des ONG locales dans les pays en développement. Les zones d'intervention prioritaires sont l'Afrique de l'Est et l'Asie du Sud, tandis que les priorités thématiques couvrent les droits démocratiques, le droit à l'éducation et l'égalité hommes-femmes. KIOS accorde une attention particulière à la promotion des droits des femmes, des enfants, des minorités et des pauvres. En plus de l'appui aux projets, KIOS soutient le développement institutionnel d'ONG œuvrant pour la défense des droits humains.

www.kios.fi

☉ Mama Cash

Mama Cash veut changer le monde et investit, à cet effet, dans les femmes qui, en dépit des dangers, croient en des idéaux et luttent pour la justice et le changement. Mama Cash appuie les groupements et organisations de défense des droits des femmes en Afrique subsaharienne, en Asie et au Pacifique, en Europe et dans la CEI, en Amérique latine et dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Mama Cash appuie financièrement des groupements et des organisations qui, par leur travail, renforcent les droits des femmes, dans leur pays ou leur région, en accordant des allocations d'ordre général, des subventions aux projets et des bourses de voyages.

www.mamacash.nl (site uniquement en anglais)

☉ WFN – Women's Funding Network (Réseau de financement des femmes)

WFN est une organisation mondiale regroupant une centaine de fonds destinés à aider les femmes et les filles à surmonter leurs problèmes. Les membres de WFN leur accordent des subventions, aux niveaux local, national et international. WFN permet d'aller plus loin encore en soutenant ces fonds par le biais de programmes novateurs et en offrant un savoir-faire en matière de renforcement des capacités. Ensemble, ils créent un monde plus sûr et plus stable en investissant dans les femmes et les filles.

www.wfn.net.org (site uniquement en anglais)

EVENEMENTS

☉ Forum international sur les droits des femmes et le développement – Le pouvoir de mouvements sociaux

14-17 novembre 2008
Cape Town, Afrique du Sud

Ce 11^{ème} Forum d'AWID est à la fois une conférence et un appel à l'action. Le plus grand événement périodique en son genre, le Forum réunit les leaders et militant(e)s des droits des femmes du monde entier, tous les trois ans, pour élaborer des stratégies, former des réseaux, faire la fête et apprendre dans une atmosphère très intense, qui favorise les discussions profondes ainsi que la croissance personnelle et professionnelle.

www.awid.org/forum08

☉ XVII^{ème} Conférence internationale sur le SIDA – AIDS 2008

3-8 août 2008, Mexico City, Mexique

AIDS 2008 sera la première conférence internationale sur le SIDA jamais organisée en Amérique latine. Elle permettra de faire le point sur d'importantes recherches scientifiques récentes et de construire un dialogue productif et structuré sur les grands enjeux d'une action universelle face au SIDA. Les organisateurs de la conférence ont prévu des sessions de types divers pour prendre en compte les attentes des différents participants, et aussi concrétiser les efforts collectifs visant à promouvoir les mesures de prévention et de traitement du VIH à l'intention des communautés du monde entier. Le transfert de connaissances et l'échange de bonnes pratiques seront au cœur de nombreuses sessions. Par ailleurs, de multiples activités, faisant partie intégrante d'une telle manifestation, sont prévues : réunions par liaison satellite, expositions, programme culturel et village universel.

www.aids2008.org

SITES WEB

☉ Huairou Commission

La Commission Huairou est une coalition mondiale de réseaux, d'institutions et de spécialistes, qui fait le lien entre des organisations de femmes à la base pour le développement communautaire et divers partenaires. Les réseaux visent l'accès aux ressources, le partage de l'information et l'engagement au niveau politique. En même temps, ces réseaux cherchent à combiner l'intervention des spécialistes du développement avec la pratique sur le terrain. Actuellement, les efforts sont concentrés sur cinq campagnes : la gouvernance, le SIDA, les catastrophes, la terre et le logement, et la consolidation de la paix.

www.huairou.org (site uniquement en anglais)

☉ IRPI – Initiative pour le Repérage et le Partage des Innovations en Afrique de l'Ouest et du Centre

La Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA lance une initiative pour le repérage et le partage des innovations en Afrique de l'Ouest et du Centre. Cette initiative est destinée à repérer, partager et diffuser des innovations pouvant apporter des solutions aux problèmes auxquels sont confrontés les paysans dans la région, notamment les femmes, les jeunes et les groupes défavorisés.

www.fidafrique.net

☉ Terres et Vie

Terres et Vie vise à créer, éditer et diffuser des textes et des ouvrages ayant trait à la vie agraire africaine, dans un langage compréhensible pour les paysans, les élèves de l'enseignement secondaire et technique, les cadres ruraux et tous ceux qui s'intéressent au développement du monde rural et à la lutte contre la faim.

www.terresetvie.com

☉ UNIFEM – Web Portal on Gender and HIV/AIDS (Portail sur le genre et le VIH/SIDA)

L'UNIFEM a mis en place, en collaboration avec l'ONUSIDA, un vaste portail sur le genre et le VIH/SIDA pour fournir des informations récentes sur la dimension genre de l'épidémie. Ce site vise à promouvoir la compréhension, l'échange de connaissances et l'action relatifs au VIH/SIDA, examiné sous l'angle des droits humains et des aspects liés au genre.

www.genderandaids.org
(site uniquement en anglais)

☉ UNESCO – Portail sur l'alphabétisation

Dans le cadre de ses efforts pour réaliser l'alphabétisation universelle, l'UNESCO a lancé un nouveau Portail qui vient consolider son programme sur l'alphabétisation et se veut être une plateforme de partage de l'information sur les projets et activités menés dans le monde entier. Le Portail vise à renforcer la coordination de l'Éducation pour tous (EPT), la Décennie des Nations unies pour l'alphabétisation (DNUA) et l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE), un cadre stratégique global sur 10 ans pour la réalisation des objectifs de la DNUA.

www.unesco.org/education/fr
(thèmes ► alphabétisation)

PUBLICATIONS

⊙ *Addressing Food Insecurity in Fragile States: Case Studies from the Democratic Republic of the Congo, Somalia and Sudan*

(L'insécurité alimentaire dans les États fragiles : Études de cas de la République démocratique du Congo, de la Somalie et du Soudan)

S'appuyant sur des études de cas menées en RDC, en Somalie et au Soudan, ce document focalise son attention sur la politique, la réalisation de programmes et les questions institutionnelles dans la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les crises prolongées et les États fragiles, l'accent étant mis sur les zones touchées par les conflits. Les études de cas

illustrent les raisons pour lesquelles le dysfonctionnement institutionnel est à l'origine de l'insécurité alimentaire structurelle, et montrent comment la population locale et les institutions ont pu, dans une certaine mesure, s'adapter et faire face aux crises.

FAO, Document de travail ESA/07-21, juillet 2007
www.fao.org/es/esa

⊙ *Agriculture tropicale et exploitations familiales d'Afrique*

Ce livre est destiné aux enseignants, aux techniciens et cadres ruraux, au personnel des projets agricoles des campagnes ou des villes qui s'intéressent aux agricultures tropicales africaines telles qu'on les rencontre dans les fermes familiales. Priorité est donnée à la connaissance fondamentale, celle qui permet d'interpréter ou d'expérimenter les modes de production ou les pratiques agricoles. L'explication est concrète et constamment développée à travers les illustrations photographiques, les figures et les tableaux. Les aspects pédagogiques ont été soigneusement étudiés.

Diobass, CTA/ Terres et Vie, 2007 - 42€
(réductions possibles pour les organisations paysannes africaines)
www.terresetvie.com

⊙ *At the heart of change: the role of communication in sustainable development*

(Le rôle de la communication dans le développement durable au cœur du changement)

L'une des raisons pour lesquelles de nombreux pays ne vont presque certainement pas réussir à atteindre les objectifs de développement du millénaire est que les décideurs négligent le rôle essentiel de l'information, de la communication et des médias pour un développement réussi. Ce rapport montre que des processus d'information et de communication ouverts, transparents et participatifs, constituent le nerf de la politique et de la bonne gouvernance. Ils sont primordiaux à la création de sociétés civiles dynamiques et saines, et sont une composante essentielle d'une croissance économique efficace et plus équitable.

Panos London, 2007
www.panos.org.uk/heartofchange

⊙ *"Because I am a Girl": The State of the World's Girls 2007*

(« Parce que je suis une fille » : L'état des filles dans le monde 2007)

Ce rapport est le premier d'une série de rapports annuels examinant les droits des filles, tout au long de leur enfance, de leur adolescence et en tant que jeunes femmes. Le rapport présente un bilan complet de la situation des filles dans le monde. Des éditions futures de ce rapport porteront sur les violations spécifiques des droits des filles et sur les mécanismes permettant de protéger ces droits.

Plan International, 2007
www.becauseiamagirl.org

⊙ *Passage à grande échelle de la prévention du VIH : une priorité mondiale urgente*

Ce rapport examine l'importance d'accroître la couverture médiatique sur la prévention du VIH, fondée sur des données probantes. Il présente des exemples réussis du passage à grande échelle des programmes de prévention, et propose des recommandations pour l'action.

Global HIV Prevention Working Group, juin 2007
www.globalhivprevention.org

⊙ *Des moulins pas comme les autres - Comment les plates-formes multifonctionnelles fournissent de l'énergie, créent de la richesse et libèrent les femmes dans les villages de l'Est du Burkina Faso*

Ce titre décrit parfaitement ces drôles de machines qui font quasiment tout : mouler le grain, fournir de l'énergie électrique, faire fonctionner divers équipements, contribuer à l'accroissement des revenus des femmes et de leurs communautés, etc. Dans l'Est et le Centre-Est du Burkina, l'énergie fournie par les plates-formes a permis de faire reculer les limites de la pauvreté féminine et d'enregistrer des avancées spectaculaires en matière d'alphabétisation et d'amélioration du statut social de la femme.

PNUD, décembre 2007
www.ptfm.net (ressources ► médiathèque)

⊙ *Droit et genre. Les droits des femmes dans le secteur de l'agriculture (Rév. 1)*

Cette étude propose une analyse de la dimension de genre au sein de la législation relative à l'agriculture dans une série de pays du monde à travers un examen du statut juridique des femmes dans trois secteurs clés : les droits à la terre et aux autres ressources naturelles; les droits des travailleuses agricoles; et les droits des femmes exerçant une activité professionnelle agricole autonome. Cet examen va du statut juridique des femmes au sein des coopératives agricoles à leur accès au crédit, à la formation et aux services de vulgarisation.

FAO, Etudes législatives 76, 2007 - 28 US\$
www.fao.org

⊙ *Dreams of Change (Rêves de changement)*

Ce documentaire, en format DVD, présente un exemple de la plate-forme interactive, organisée autour du théâtre, et utilisée pour lancer le débat et le dialogue sur quelques thèmes liés au VIH/SIDA : la stigmatisation, la violence familiale, le dépistage du VIH et les abus sexuels. La représentation filmée pour le DVD est le fruit d'une collaboration entre l'acteur et réalisateur danois, Peter Sloth Madsen, et le groupe théâtral mozambicain, Hopangalata, à Maputo, au début de 2005.

Peter Sloth Madsen, 2007
web.mac.com/scenekunst/INTERACTIVE-THEATRE

⊙ *Epidemic of Inequality: Women's rights and HIV/AIDS in Botswana and Swaziland - An evidence-based report on the effects of gender inequity, stigma and discrimination*

(Épidémie d'inégalité : Les droits de la femme et le VIH/SIDA au Botswana et au Swaziland - Un rapport, établi sur des données probantes, sur les effets de l'inégalité hommes-femmes, la stigmatisation et la discrimination)

Les inégalités profondément enracinées entre hommes et femmes perpétuent la pandémie de VIH/SIDA au Botswana et au Swaziland, les deux pays où la prévalence du VIH est la plus forte au monde. Les systèmes juridiques des deux pays accordent aux femmes un moindre statut qu'aux hommes, et leurs droits de propriété et d'héritage, parmi d'autres, sont restreints. Des pratiques sociales, économiques et culturelles créent, imposent et perpétuent les inégalités dans la loi entre les hommes et les femmes

Nouveau CD-ROM Dimitra



Après l'édition de 2004, qui a connu beaucoup de succès, Dimitra a produit un nouveau CD-ROM qui contient l'ensemble des informations regroupés sur le site Internet et dans la base de données en ligne de Dimitra jusqu'au 15 février

2008. Cette base de données contient des informations détaillées sur des organisations basées en Afrique et au Proche Orient, avec des descriptions de leurs projets et initiatives de développement impliquant activement les populations rurales, les femmes rurales plus particulièrement, avec une approche en genre ou spécifique femmes. L'objectif de cette base de données est de présenter un ensemble de bonnes pratiques et d'expériences de terrain qui peuvent inspirer d'autres travaillant dans le même domaine, et de renforcer les possibilités d'échanges et de coopération des uns et des autres.

Ce nouveau CD-ROM vous est envoyé avec ce bulletin. Si vous ne l'avez pas reçu ou si vous souhaitez recevoir des copies supplémentaires, veuillez contacter l'équipe Dimitra.

La base de données Dimitra peut également être consultée en ligne :
www.fao.org/dimitra (► Base de données Dimitra)

Votre organisation nous intéresse !

Si votre organisation est basée en Afrique et travaille dans le domaine du développement rural avec les femmes ou avec une approche genre, contactez Dimitra pour obtenir un questionnaire. Ce questionnaire dûment rempli, vos données pourront être introduites dans la base de données.

La prochaine mise à jour du CD-ROM Dimitra est prévue pour le début de 2010.

* Pour contacter l'équipe Dimitra :

Dimitra
21 rue Brederode
1000 Bruxelles, Belgique
dimitra@dimitra.org

et la discrimination dans tous les aspects de la vie des femmes. Aucun des deux pays n'a satisfait à ses obligations internationales en matière de droits humains. Les femmes continuent, par conséquent, à être plus vulnérables au VIH/SIDA d'une façon disproportionnée.

Physicians for Human Rights, mai 2007
www.physiciansforhumanrights.org
 (Resources ► PHR Library)

☉ **Family nutrition guide**
 (Guide de nutrition familiale)

Il s'agit d'un CD-ROM pratique qui vise à améliorer l'alimentation et la nutrition des familles dans les pays en développement. Il s'adresse aux agents de santé, nutritionnistes, agents de vulgarisation agricole, et à tous les agents travaillant dans le développement. Ce sont effectivement eux qui conçoivent matériels et activités pédagogiques relatifs à la nutrition, et qui travaillent au niveau communautaire. Le guide peut aussi servir les mères de famille ou toute autre personne chargée de soins qui souhaitent en savoir davantage sur l'alimentation familiale, ainsi que toutes les personnes chargées de la formation du personnel de santé et des agents communautaires. Le CD se décline en trois versions linguistiques (anglais, français et espagnol).

FAO, 2007 – 26 \$ US
www.fao.org

☉ **Gender & Development: Media**
 (Genre et développement : Médias)

Gender & Development est un magazine spécifiquement consacré aux questions de genre et de développement, qui explore les liens entre le genre et les initiatives de développement, et les perspectives féministes. Le Volume 15, Numéro 3 du magazine comprend 10 chapitres rédigés par des experts en matière de genre et de médias.

Oxfam, novembre 2007
www.oxfam.org.uk/gadjournal

☉ **Gender and Indicators, 2007**
 (Genre et indicateurs, 2007)

A quoi ressemblerait un monde sans inégalité entre hommes et femmes? Concrétiser cette vision passe par un changement social inspirant et mobilisateur. Mais qu'est-ce qui pourrait indiquer que nous sommes sur la bonne voie et comment savoir que le but est atteint? Des indicateurs sensibles aux questions de genre et d'autres instruments permettant de mesurer le changement, sont essentiels à cet effet: pour présenter de solides arguments pour prendre l'inégalité hommes-femmes au sérieux, pour permettre de meilleures planification et actions, et pour responsabiliser les institutions quant à leurs engagements dans ce domaine.

Bridge Cutting Edge Pack, juillet 2007
www.bridge.ids.ac.uk (► Cutting Edge Packs)

☉ **Gender justice, citizenship and development**
 (Justice sexospécifique, citoyenneté et développement)

Cet ouvrage présente des études menées en Amérique latine et dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, précédées d'un chapitre liminaire qui relie la réflexion actuelle sur la justice liée au genre aux débats sur la participation citoyenne, les droits, la loi et le développement. Le dernier chapitre inscrit la justice liée au genre, la participation citoyenne et les droits dans le débat qui a cours actuellement dans le domaine du développement et qui porte sur les moyens à prendre pour atténuer la pauvreté et

remédier à l'exclusion sociale. Le livre réunit les perspectives d'éminentes chercheuses féministes de plusieurs disciplines, dont la sociologie, les sciences politiques et les études juridiques, et, ce faisant, apporte un nouvel éclairage tant pour les activités de plaidoyer que pour la recherche.

CRDI, 2007
www.idrc.ca

☉ **Gender Mainstreaming in Practice: A Toolkit**
 (Intégration du genre dans la pratique : une boîte à outils)

L'intégration d'une perspective genre dans la programmation et l'élaboration des politiques est devenue une priorité majeure du PNUD. Dans cette publication, vie professionnelle, vie au foyer et vie publique sont analysées selon une perspective genre dans le but d'améliorer l'élaboration des politiques et la programmation. La boîte à outils reflète les travaux de plus de 100 spécialistes qui ont concouru, par leur expertise, à ce recueil d'outils pratiques et d'orientations, d'exemples et d'illustrations. Elle s'adresse aux agents de politiques publiques et de développement, dotés de différents niveaux d'expérience dans ces domaines. La boîte à outils peut également être utile aux ONG et aux groupes de plaidoyer, aux étudiants, au personnel de projets, aux spécialistes et aux consultants.

PNUD, mai 2007
europeandcis.undp.org (► publications)

☉ **Gender policies for responsible fisheries - Policies to gender equity and livelihoods in small-scale fisheries**
 (Les politiques genre pour une pêche responsable – Les politiques pour l'égalité hommes-femmes et les moyens d'existence dans la pêche artisanale)

L'objectif de ce dossier politique consiste à encourager les responsables politiques à aborder les questions de genre dans la pêche artisanale, rendre compte d'expériences traitant de la problématique du genre dans les pêcheries pour mieux orienter l'élaboration de politiques appropriées et épingle les stratégies visant une meilleure application de politiques genre aux pêcheries, à petite échelle ou industrielles, et à l'aquaculture. L'approche holistique, axée sur les rapports de genre tout au long de la filière poisson, est préconisée. On trouvera, dans le dernier chapitre du rapport, quelques suggestions sur l'élaboration de politiques efficaces.

FAO, *New directions in fisheries* n° 06, 2007
www.fao.org

☉ **Healthier farmers, better products**
 (Fermiers plus sains, meilleurs produits)

On note un intérêt croissant, ces dernières années, quant au lien entre alimentation, production alimentaire et santé. Ce numéro de LEISA Magazine présente des exemples de la manière dont de tels liens, entre santé et agriculture, ont été abordés de façon pratique. On y trouve des articles sur : l'utilisation des cultures traditionnelles et des potagers pour lutter contre le SIDA en Afrique du Sud; l'emploi de plantes médicinales et les traditions locales appliqués aux soins de santé primaires en Inde; et la manière dont les préoccupations, en matière de santé, ont abouti à une production de légumes plus sûre au Vietnam.

LEISA Magazine, Vol. 23, n° 3, septembre 2007
www.leisa.info

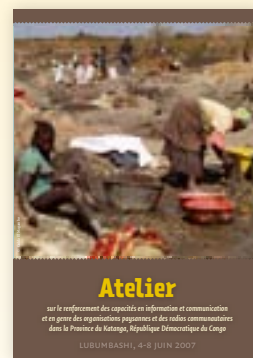
Brochures d'ateliers Dimitra

Dimitra et ses partenaires ont produit deux brochures qui reprennent les idées-clés des présentations, discussions et recommandations de deux ateliers, tenus au Niger et en RDC respectivement, pour restituer au plus grand nombre ses acquis.

La première brochure concerne l'atelier sous-régional « Femmes rurales, alphabétisation et communication – L'alphabétisation de la femme rurale comme facteur de sa propre promotion, de sa famille et celle de la scolarisation des filles », qui s'est tenu à Dosso, Niger, en décembre 2006. La brochure, publiée par l'ONG-VIE Kande Ni Bayra, avec le soutien de Dimitra, a été rédigée en français mais a également été traduite en langues locales, pour en permettre une plus large distribution dans les pays.



La seconde brochure porte sur les thèmes discutés lors de l'atelier tenu à Lubumbashi (RDC) en juin 2007, sur le « Renforcement des capacités en information et communication et en genre des organisations paysannes et des radios communautaires dans la Province du Katanga ». La brochure est disponible en cinq langues, français, kiswahili, lingala, tshiluba et kikongo.



✳ **Pour des informations complémentaires sur les ateliers,** vous pouvez consulter le site Internet Dimitra www.fao.org/dimitra (Nouvelles et Evénements ► Ateliers Dimitra)

✳ **Pour obtenir une copie des brochures contactez** l'ONG Vie Kande Ni Bayra au Niger (viebayra@intnet.ne) ou l'équipe Dimitra (dimitra@dimitra.org).

☉ **Impact du VIH/SIDA sur les communautés de pêche – Politiques publiques en appui aux moyens d'existence, au développement rural et à la santé publique**

Cette note de synthèse a pour but de: attirer l'attention sur la gravité du problème du VIH/SIDA chez les femmes et les hommes des communautés de pêche; garantir l'engagement des gouvernements et des donateurs pour affronter les impacts du VIH/SIDA sur le secteur des pêches et réduire ses effets sur la société dans son ensemble; esquisser des stratégies d'intervention à l'intention des décideurs des secteurs de pêches et de la santé, entre autres.

FAO, 2006
www.fao.org

☉ **Keep the best, change the rest – Participatory tools for working with communities on gender and sexuality**

(On garde le meilleur et on change le reste – Outils participatifs destinés au travail communautaire appliqué au genre et à la sexualité)

Les questions de genre et de sexualité, d'une part, et la transmission du VIH et les soins et le soutien apportés aux personnes infectées ou affectées par le virus, d'autre part, sont inextricables. Les mesures visant à endiguer l'épidémie, sans tenir compte du genre et de la sexualité, sont vaines. Cette boîte à outils s'adresse aux personnes et aux organisations travaillant sur les questions liées au VIH/SIDA et doit les aider à aborder, plus efficacement, les questions de genre et de sexualité. Elle fournit des pistes sur la manière d'établir des relations et un climat de confiance avec les principaux protagonistes de la communauté pour qu'ils appuient, à leur tour, le travail réalisé; et de préparer les équipes de facilitation et de les former. La boîte à outils trouve son inspiration, et a été conçue et réalisée, grâce au soutien et au savoir-faire de nombreuses personnes, groupes et organisations qui ont participé, en Zambie, à des ateliers et des séminaires, sans oublier l'expérience de terrain.

International HIV/AIDS Alliance, juin 2007
www.aidsalliance.org

☉ **Tenir ses engagements : un programme d'action sur les femmes et le SIDA**

Le programme exhorte les dirigeants à s'attaquer aux facteurs sociaux, culturels et économiques qui intensifient l'impact du SIDA sur les femmes et les filles. Il réclame, en particulier, des lois et des politiques qui protègent les droits des femmes et leur mise en application, davantage de fonds pour les programmes contre le SIDA qui ont fait leurs preuves, et plus de sièges pour les organisations féministes à la table de négociation.

ONUSIDA, La Coalition mondiale sur les femmes et le SIDA, 2007
womenandaids.unaids.org

☉ **Microfinance et petites entreprises forestières**

Cette publication examine les besoins de microfinance des petites entreprises et les difficultés qu'elles rencontrent. Elle analyse les différents types d'institutions de microfinance, le rôle qu'elles peuvent jouer dans le secteur forestier, compte tenu des caractéristiques des petites entreprises et communautés forestières, et leur impact sur les moyens d'existence et l'environnement au niveau local.

FAO Études Forêts n° 146, 2007
www.fao.org



☉ **Radio Journalism Toolkit (Journalisme radiophonique : la boîte à outils)**

Cette boîte à outils offre des conseils pratiques et détaillés aux journalistes radio. Elle couvre des sujets divers : comment tenir un microphone, écrire pour l'oreille, compiler des bulletins d'information, appréhender une interview difficile et l'édition numérique. Les besoins spécifiques des journalistes de radios communautaires, qui doivent exercer leur métier avec un budget dérisoire, sont mis en lumière. Des exercices pratiques sur CD-ROM (sons bruts à travailler, exemples de grands reportages radio et autres matériels) viennent compléter la boîte à outils.

Institute for the Advancement of Journalism / STE Publishers, 2006 - R184
Obtenir une copie auprès STE Publishers : bksales@ste.co.za

☉ **Guide du récit: De l'art de créer des passerelles grâce aux techniques narratives**

Une histoire permet d'aborder en même temps sentiments et compréhension analytique, et donc de faire partager des expériences. Ce manuel vise à transmettre des aptitudes et à renforcer l'assurance de ceux qui racontent des histoires. Il contient tout d'abord des instruments et des procédures pour se rappeler ses expériences vécues et les revivre. Il présente ensuite des propositions de structuration pour rendre les histoires intéressantes et expressives. En troisième lieu, il apporte des réflexions portant sur les tenants et les aboutissants de la coopération au développement dans lesquels la narration peut se révéler un utile instrument de compréhension.

Direction Suisse du développement et de la coopération (DCC), mai 2007
www.sdc.admin.ch (► documentation)

☉ **Pour elle c'est la grande question - Placer les femmes au centre des initiatives liées à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène**

Ce rapport contient une panoplie de preuves, d'exemples succincts mettant en exergue les effets et les avantages lorsque les femmes sont placées au cœur de la planification, de la mise en place et d'exploitation des programmes relatifs à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Les expériences montrent aussi comment le renforcement du rôle de la femme et l'amélioration de la qualité des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement et des pratiques d'hygiène sont inextricablement liés. L'un ne peut être réalisé avec succès en l'absence de l'autre.

Water Supply and Sanitation Collaborative Council, juillet 2006
www.wsscc.org (resources ► publications)

☉ **Why Women Count (Pourquoi les femmes comptent)**

Lancée en 2007, cette initiative se décline en une série de 41 courts métrages mettant l'accent sur le renforcement des pouvoirs des femmes – et ce que ceci signifie au quotidien pour les femmes et les hommes du monde entier. La série constitue un effort pour accroître la sensibilisation et stimuler le débat sur le rôle essentiel que les droits des femmes, et l'égalité hommes-femmes, jouent dans le développement social, économique et politique de leurs pays, communautés et familles. Une stratégie clé consiste à partager des vécus personnels afin de rendre palpables des questions plutôt abstraites. Disponible, en espagnol et en anglais, auprès de la TVE (non destiné à des fins de radiodiffusion) en format cassettes de compilation Beta, VHS et DVD.

Pour passer commande, veuillez contacter tue@tue.org.uk

☉ **L'approche de l'empowerment des femmes : Un guide méthodologique**

A la demande de la Coopération belge au développement (DCCD), le groupe de travail « Genre et Indicateurs » de la Commission Femmes et Développement (CFD) a travaillé à l'élaboration d'une méthodologie dynamique pour la formulation d'indicateurs d'empowerment (renforcement des pouvoirs) spécifiques, dans le cadre de programmes de développement. Le processus d'empowerment est à la fois individuel – soit l'acquisition d'une plus grande autonomie, d'une capacité d'auto-détermination, de moyens permettant à chacun-e d'élargir la palette de ses choix dans la vie – et collectif – soit la capacité qu'un groupe peut développer afin d'influencer les changements sociaux, vers une société juste et égalitaire, en particulier dans les rapports entre les hommes et les femmes. Présentant tout d'abord une approche théorique du concept d'empowerment, le guide méthodologique se veut surtout un outil pratique qui permettra aux différents acteurs du développement de construire avec les populations locales une série d'indicateurs capables de mesurer le processus d'évolution de l'empowerment, en fonction du vécu de ces populations et du contexte local qui est le leur. En effet, il permettra à ces acteurs de présenter les réalités des femmes et des hommes et d'analyser davantage les défis qui se présentent en termes de renforcement du pouvoir des femmes. Le document fait référence à des cas concrets en RDC, au Niger, en Bolivie et en Guinée.

Commission Femmes et Développement (Belgique), juin 2007
Disponible sur demande: cvo-cfd@diplobel.fed.be – www.dgcdc.be